

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

LUNDI 17 MAI 1976

Belgique : 15 FB • Suisse : 1 FS

Le Syndicat de la magistrature
contre le garde des Sceaux

LECANUET SORT LA TRIQUE LES JUGES PRETS A LA GREVE

Réuni en congrès extraordinaire hier à Paris, le Syndicat de la magistrature a décidé à la quasi-unanimité une action de grève au cas où des sanctions seraient prises contre le substitut Ceccaldi. Cette importante décision montre qu'une fraction de la magistrature n'est pas prête à s'incliner devant les menaces du gouvernement qui cherche à étouffer le scandale des pétroliers. Hier soir, m^r Lecanuët, Garde des Sceaux, a répliqué au micro de RTL : « Je demanderai des sanctions contre le substitut Ceccaldi si celui-ci ne rejoint pas son poste à Hazebrouck ». Le ministre a ajouté que « la grève est illégale » mais qu'il était prêt à examiner la demande d'audience du Syndicat de la magistrature.

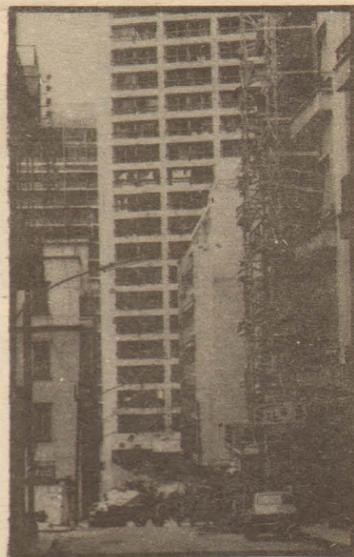
LIRE PAGE 5

● PS : Le Congrès
de l'unanimité Lire page 4

LA DROITE PILONNE BEYROUTH

● Des centaines de morts dans
la ville bombardée

LIRE PAGE 2



Israël fête son 28^e anniversaire...

LA POLICE TIRE ET TUE !

Israël a vingt-huit ans. Les sionistes ont partout à travers le monde, célébré l'évènement.

Pour les Palestiniens vivant sous l'occupation, en Cisjordanie et à Gaza, pour tous ceux qui sont réfugiés dans les camps du Liban, de Syrie et d'ailleurs, pour ceux qui sont restés depuis 48 en Israël, la date du 15 mai est aussi un anniversaire. Celui de la lutte contre la main-mise sioniste en Palestine. L'OLP avait appelé à la grève générale et à des manifestations en Cisjordanie. Dès dimanche matin les manifestations se déroulaient à Naplouse.

La police tirait. La police tuait.

La politique des autorités sionistes est claire. A la mobilisation des arabes palestiniens il faut répondre par la force.

Nina Hassan Naboulsi est tombée sous les balles de l'occupant. Cet assassinat pour le vingt-huitième anniversaire de l'Etat hébreu est le symbole de la répression sioniste. La mort de Nina est le symbole de la lutte du peuple palestinien pour ses droits nationaux en Palestine.

VOIR NOS INFORMATIONS PAGE 2

Ouverture aujourd'hui du procès d'Edmond Siméoni

LE PEUPLE CORSE DEVANT LA COUR DE SURETE DE L'ETAT



Une « journée corse » a eu lieu samedi à Paris, salle de la Mutualité. Débats, meeting et spectacle se sont succédés pour la libération d'Edmond Siméoni.

LIRE PAGE 5 LE REPORTAGE DE NOS ENVOYES SPECIAUX EN CORSE

Un matin où il fait beau...

Jean Bilski a tué M. Chaine, PDG du Crédit Lyonnais. Jean Bilski avait 22 ans. Il s'est donné la mort, emportant avec lui une histoire légère et triste comme une bulle, qui se résume à quelques traces : un casier judiciaire pour vol de mobylettes, une carte orange, une piaule de passage chez un oncle parisien...

Le Parisien Libéré et M. Poniatowski pleurent le sort de M. Chaine. Mais qui s'interroge sur ce qui s'est passé dans la tête d'une jeune déraciné de 22 ans, « monté » de Toulon, quand il décide, avant de quitter la vie, que la sienne vaut bien celle d'un PDG du Crédit Lyonnais, quand il accomplit seul son geste un matin où il fait beau, quand il s'agenouille dans le caniveau pour s'envoyer la dernière balle en plein front, sans laisser ni message ni testament ?

De terrorisme, la littérature des lycées et collèges en est pleine. Malraux a eu le prix Goncourt pour un roman qui s'ouvre sur une action terroriste et il fut ministre. Dans les Caves du Vatican, Gide, qui eut le prix Nobel, crée un héros,



Lafcadio qui fait l'apologie du crime gratuit. L'Erostrate de Sartre, autre prix Nobel, abat six personnes au hasard dans la rue. Ici, on se recueille, même chez les bien-pensants, dans la communion des belles lettres.

Bilski n'a pas écrit de mémoires et n'a pas encore de biographe. Il n'entre donc pas dans la littérature. Il reste, pour M. Poniatowski, un gibier de potence. Pourtant, on n'a pas encore trouvé son « mobile » (ni affaire de mœurs, ni opération politique). Et s'il n'en avait pas d'autre que d'avoir choisi sa mort et de l'avoir voulue différente de l'immolation par le feu ?

Obsèques d'Ulrike Meinhof à Berlin

« NOUS N'OUBLIERONS JAMAIS LA TRISTESSE ET LA COLERE QUI NOUS ETREIGNENT »



Plus de trois mille personnes se sont rassemblées samedi matin au cimetière de Mariendorf, au sud de Berlin, pour rendre un dernier hommage à Ulrike Meinhof. Pour échapper aux caméras, un certain nombre de manifestants avaient dû se protéger le visage avec des foulards. Beaucoup portaient des drapeaux rouges ou noirs et des pancartes proclamant : « nous n'oublierons jamais la tristesse et la colère qui nous étreignent ». Des banderoles réclamaient la « fin de la torture de la détention en isolement » et une assistance médicale dans les prisons.

La police était invisible sur les lieux mêmes des obsèques, mais de très importantes forces avaient prises place dans les rues adjacentes. Lorsque le cercueil d'Ulrike fut descendu dans la fosse, certains ont levé le poing. D'autres pleuraient. Des cris ont éclaté contre les journalistes et les photographes, venus en grand nombre par voyeurisme morbide. Les mêmes qui pendant tant d'années avaient su si bien cracher leur venin contre elle et justifier les mesures de répression contre les révolutionnaires. Camarade Ulrike, nous n'oublierons pas !

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

BOLIVIE

16^e CONGRES DES TRAVAILLEURS DES MINES

Le 16^e Congrès des travailleurs de La Paz, avec la participation de 400 délégués de tout le pays.

Le Congrès a critiqué durement le gouvernement pour « sa politique antisociale et pour la politique officielle de désorganisation et de frustration des aspirations syndicales des travailleurs ».

Les mineurs ont également déclaré « persona non grata » le président de l'Uruguay, Juan Bordaberry, qui effectue une visite officielle en Bolivie. Ils ont demandé la libération des

travailleurs uruguayens détenus dans leur pays.

Les délégués ont par ailleurs condamné la demande d'échange territorial pour un accès à la mer de Bolivie. Selon eux en effet, « le Chili cherche à obtenir des zones de grandes richesses minéralogiques dans les départements d'Oruro et de Potosí, pour remettre à la Bolivie un désert ».

La tenue de ce Congrès peut surprendre quand on sait que le gouvernement du général Banzer n'a rien à envier aux dictatures qui l'environnent. Elle ne peut se comprendre que par la force et les traditions extraordinaires du prolétariat minier. Les ressources minières sont les seules richesses du pays et, depuis le coup d'Etat de 1971, la dictature n'a jamais osé affronter ouvertement les mineurs par crainte des grèves massives qui éclateraient immédiatement

A. Vitold

REVOLUTION SOCIALISTE ARABE



Supplément à Rouge n° 21
Dossier Sahara et Moyen-Orient
N° 3/4
PRIX 4 Frs

LIBAN

LA DROITE MATRAQUE BEYROUTH

Comme on pouvait s'y attendre, la droite palestinienne n'a pas attendu la fin des entretiens syro-palestiniens pour reprendre son offensive contre les forces progressistes. Les zones de la capitale libanaise contrôlées par la gauche ont été soumises à un pillage systématique de la part des forces de droite faisant selon un premier bilan,

TRIBUNE Internationale

Comité extérieur du MIR

SAUVONS LA VIE DU CAMARADE EDGARDO ENRIQUEZ

Le comité extérieur du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire, du Chili) s'adresse à la classe ouvrière, aux démocrates, aux organisations populaires, aux peuples du monde entier, pour dénoncer les faits suivants :

Le 10 avril 1976 le camarade Edgardo Enriquez, membre de la commission politique de notre parti et dirigeant de la résistance du peuple chilien, a été arrêté à Buenos-Aires par les forces de sécurité du gouvernement militaire argentin, que préside le général Videla.

Le 17 avril, le camarade Edgardo Enriquez a été vu à Buenos-Aires, dans un local des forces de sécurité argentines, ainsi que la camarade Regina Marchonduz, brésilienne, qui était détenue avec lui. Cette nouvelle est parvenue à des dizaines d'organisations internationales qui interviennent pour leur sauver la vie. Puis ils sont considérés disparus à partir du 25 avril.

Une très large campagne internationale a été déclenchée pour forcer le gouvernement argentin à reconnaître leur détention. Plusieurs gouvernements, des centaines d'organisations démocratiques, des milliers de personnalités ont fait appel au président Videla pour que son gouvernement déclare publiquement qu'Edgardo Enriquez avait été arrêté par leurs forces de sécurité, qu'il ne serait pas extradé vers le Chili, que sa vie serait respectée.

On vient cependant d'apprendre de sources dignes de foi à Santiago, que le 27 avril notre camarade Edgardo Enriquez aurait été livré à Pinochet, entre les mains de la DINA, la gestapo chilienne. Il serait dans un nouveau centre de torture de la DINA, dans la localité de Monte Maravilla, à une centaine de kilomètres de Santiago du Chili.

Cette information signifierait que le gouvernement militaire argentin, malgré ses déclarations formelles de respect des lois internationales, se comporte exactement de la même façon que la dictature gorille de Pinochet, avec laquelle il entretiendrait de très étroites liaisons sur le plan répressif, en utilisant les mêmes méthodes, et s'assimilant alors au gouvernement le plus barbare qu'ait jamais connu notre continent.

Le ministre argentin des Affaires étrangères s'était engagé auprès des institutions internationales de défense des prisonniers et réfugiés politiques à ne pas livrer Edgardo Enriquez à la junte militaire chilienne. Si la violation de ces engagements se confirmait, les mensonges du gouvernement argentin et sa complète soumission aux exigences de Pinochet rappelleraient à quel point les forces répressives du cône sud sont prêtes à tout pour éliminer ceux qui résistent à la dictature.

Le mouvement de la gauche révolutionnaire -MIR- appelle tous les démocrates, les institutions de défense des droits de l'homme, les dirigeants politiques et les travailleurs du monde entier, à intervenir avec beaucoup de force auprès du gouvernement argentin, en demandant directement à son président, le général Jorge Videla, à son ministre de l'intérieur, le général Albano Harguindeguy, à son ministre des affaires étrangères, le contre-amiral César Guzzetti, aux ambassadeurs d'Argentine dans tous les pays, de rendre compte du sort d'Edgardo Enriquez. L'opinion publique internationale considère les gouvernements argentin et chilien comme responsable de sa vie.

Empêchons un nouveau crime des gorilles latino-américains !
Redoublons la campagne pour sauver la vie du camarade Edgardo Enriquez !

Comité extérieur du mouvement de la gauche révolutionnaire -MIR-
Paris, le 14 mai 1976

plusieurs centaines de morts et de blessés. Un cinéma bondé de spectateurs a été atteint de plein fouet par trois obus, qui ont fait une cinquantaine de victimes. D'autre part, plusieurs obus de gros calibres sont tombés sur les camps palestiniens de Sabra et Chatila au sud de Beyrouth, provoquant un embarras général de la capitale libanaise qui a été secouée, pendant toute l'après-midi de violentes détonations.

Au cours des combats, le journaliste libanais Edouard Saab, correspondant du Monde et de l'AFP et rédacteur en chef du quotidien « L'Orient-Le Jour » a été tué. En début de soirée, un couvre feu de fait était en vigueur sur l'agglomération

libanaise dont les rues désertées par les passants étaient parcourues par les patrouilles invitant les gens à se rendre aux abris.

Ainsi, la droite a clairement indiqué à la Syrie qu'elle ne tolérerait pas que celle-ci face preuve de « faiblesse » dans ses négociations avec les forces de gauche et la résistance palestinienne. L'élection du Président Elias Sarkis lui avait permis de gagner la première manche. Elle entend bien maintenant gagner la seconde et forcer les forces de gauche et la résistance palestinienne à se soumettre sans condition. En résumé : un ultimatum à la Syrie et une déclaration de guerre à la gauche. Et des centaines de victimes.

J.T.

PALESTINE

De notre correspondant : Michel Warszawski

« PAR LE SANG NOUS LIBERERONS LA GALILEE »

Pour le 28^e anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël par les sionistes, l'OLP avait appelé, le 15 mai, les arabes de Cisjordanie à faire une grève générale et à manifester dans la rue.

Le système répressif mis en place par les autorités d'occupation a empêché les rassemblements d'ampleur auxquels on pouvait s'attendre. A Djénin et Naplouse le couvre-feu avait été décrété dès le matin. Tout rassemblement a été chargé. Les magasins ont souvent été ouverts de force.

A Hébron et Hal'houl 100 lycéens interpellés ont été rasés avant d'être relâchés. Malgré des arrestations massi-

ves de nombreux tracts ont été distribués.

La veille, la Galilée a été le centre d'un grand rassemblement pour la commémoration des assassinats de 6 palestiniens, 40 jours après la « journée de la terre ». Plus de 8 000 personnes sont venues à Arabé. Les maires de plusieurs villages ont pris la parole. Le PC Rakah était représenté par son secrétaire général Meir Vilner. Le message de la LCR Matzpen-Marxiste reçut la plus forte des ovations.

Malgré l'opposition du PC, une manifestation calme et spontanée se déroulait après le meeting, pas un seul bérêt militaire ne fut aperçu de toute la démonstration. 8 000 poitrines scandaient : « Par le sang nous libérerons la Galilée ».

Hier dimanche, la situation s'est brutalement aggravée. Aux manifestations,

spontanées de Naplouse et Djenin la police et l'armée ont répondu par les tirs.

La grève est devenue totale à Naplouse. L'enterrement de Nina Hassan Naboulsi devait se dérouler dans l'après-midi. Une manifestation était convoquée pour suivre son corps jusqu'au cimetière.

• Mustapha el Kurd, directeur d'une troupe de théâtre et poète palestinien continue à purger la peine de 3 mois de détention administrative décidée par les autorités d'occupation de Cisjordanie. Une campagne internationale est engagée pour exiger la fin des poursuites engagées contre lui. Envoyez vos messages de protestations au ministre de la défense Shimon Pérez et à Lea Tsémel, Ligue des droits de l'homme, Jérusalem.

SAHARA OCCIDENTAL

• MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI
LE 17 MAI 1976 A 20 H A LA MUTUALITE

Avec la participation des représentants du Front Polisario et de l'Union des Femmes sahraouies
Et le concours de Catherine Ribeiro, Gwendal, Imanol, Mara

ITALIE

Pour l'extrême gauche

LES PREMIERS PAS UNITAIRES

de notre envoyée spéciale à Milan, Anna Libéra

La campagne électorale est officiellement ouverte en Italie et des dizaines de réunions et de manifestations des différentes forces politiques se sont tenues durant le week-end. A la réunion du Comité central du PCI, Enrico Berlinguer a repropoé son « compromis historique » sous la forme d'un gouvernement d'urgence et de salut public.

Dans son discours fleuve, il a dressé un tableau catastrophiste de la situation italienne : on va à la faillite économique, les institutions vont s'effondrer, on n'est plus gouverné, on rit de nous dans le monde. Les responsables de cette banqueroute : non pas les capitalistes et leur recherche du profit maximum, mais de mauvais gouvernants. « Patrons et ouvriers, nous sommes mal gouvernés, explique-t-il en somme, mais que veulent les masses ? Un gouvernement efficace ». Voilà certes une simplification extrême de la situation. Ce gouvernement efficace ne peut être qu'une large alliance qui aille du PCI à la Démocratie-chrétienne, en passant par les républicains et les libéraux. Et le but de la campagne n'est plus dès lors que de faire baisser un peu les votes de la DC pour lui « enlever son arrogance ».

Pourtant les travailleurs voient toujours plus dans ces élections la possibilité de « chasser la DC ». Et ceci encore plus clairement qu'Umberto Agnelli a annoncé sa candidature sur les listes du parti démocrate-chrétien.

Aujourd'hui a également été annoncée la candidature du général Micelli sur les listes du MSI (mouvement fasciste). Micelli était le chef des services secrets de l'armée (SIDE) qui se trouvent derrière le massacre de la place Santana à Milan. Arrêté il y a un mois dans le cadre de l'enquête sur ce massacre, il vient d'être mis en liberté provisoire.

Samedi, la gauche révolutionnaire unie pour les élections sous le sigle *Democratia proletaria*, a lancé sa campagne par des manifestations dans les principales villes d'Italie.

A Turin, avant la manifestation de *Democratia proletaria*, le mouvement des femmes a également démontré la volonté d'être présent dans la bataille en cours en organisant une manifestation. Les femmes voulaient défendre deux de leurs camarades qui avaient été violées par des fascistes : à Turin, une camarade de dix-sept ans a été violée par trois fascistes qui lui ont ensuite tatoué le sigle MSI sur le bras. A Ivrea, une camarade de quatorze ans a été violée par six fascistes. Convoquée la veille de bouche à oreille, la manifestation a regroupé plus d'un millier de femmes qui ont parcouru les quartiers populaires de Turin.

Unité et limites

La manifestation des femmes a ensuite rejoint celle de *Democratia proletaria* qui regroupait plus de 3 000 personnes sur la place du Castello. Le cortège reflétait à la fois l'unité et les limites mêmes de l'unité atteinte entre les organisations révolutionnaires. L'ensemble des forces révolutionnaires de la ville étaient présentes, mais sous leurs propres banderoles. Tout d'abord, la banderole de *Democratia proletaria* derrière laquelle se retrouvaient les militants du PDUP et d'*Avanguardia Operaia*, puis *Lotta Continua* et les *Gruppi comunisti rivoluzionari*. Si *Democratia proletaria* est le sigle sous lequel tous les groupes sont réunis dans la campagne électorale, il reste aussi le sigle sous lequel le PDUP et AO travaillent en commun depuis une année. Et ces deux organisations entendent bien souligner que les autres groupes se rallient à eux. Ce qui ne reflète pas exactement la réalité, si on se souvient que *Lotta Continua* se bat depuis des mois pour une campagne unitaire sur une base politique minimale, unitaire, de tous les révolutionnaires.

A écouter les mots d'ordre des différentes organisations « Chasser la DC, gouvernement PS-PC, contrôle ouvrier, nationalisation des usines en crise, réduction du temps de travail, dissolution du MSI, avortement libre et gratuit, syndicat de soldats » - on comprend mal pourquoi un programme minimum commun n'était pas possible.

Quelle conception du débat politique ?

Silvero Corvisieri, dirigeant de *Avanguardia Operaia* nous explique : « Tous les groupes sont d'accord sur les mots d'ordre à

avancer dans la campagne électorale, mais le problème c'est après, quand la gauche sera au pouvoir. Nous avons tous un grand retard d'élaboration et de discussion sur la stratégie révolutionnaire face au gouvernement de la gauche. Quel lien entre la présence des révolutionnaires au niveau institutionnel et au niveau du mouvement de masse, quels mots d'ordre, quel type de structures mettre en avant, tout cela reste encore à débattre et à clarifier. »

Il nous semble que cela n'empêchait pas de se mettre d'accord sur un programme minimum pour la campagne électorale susceptible de regrouper les secteurs d'avant-garde et les travailleurs critiques par rapport au PC et de mener parallèlement un large débat sur la stratégie révolutionnaire face à la gauche au pouvoir. Et pourquoi imposer des conditions aussi draconiennes à *Lotta Continua* (pas plus de 15 % des candidats, pratiquement pas de tête de liste, temps très limité à la télévision) ? Corvisieri répond : « Il faut faire payer à *Lotta Continua* sa ligne politique erronée ». Voilà certes une conception particulière du débat politique.

Un fait positif

Malgré toutes ces limites cependant, l'accord entre tous les groupes révolutionnaires est un fait extrêmement positif. Il représente d'une part une volonté qui s'est largement exprimée dans les secteurs d'avant-garde, dans les secteurs ouvriers critiques par rapport aux réformistes et, d'autre part, il stimule une pratique unitaire entre toutes les organisations qui est un fait nouveau pour la gauche révolutionnaire italienne.

Comme l'expliquait Adriano Sofri, dirigeant de *Lotta Continua* dans le meeting organisé par cette organisation dimanche matin (et au cours duquel prirent la parole Corvisieri pour *Avanguardia Operaia* et un ouvrier représentant les *Gruppi comunisti rivoluzionari*) : « C'est dans cette pratique unitaire dans le mouvement de masse, dans les usines, dans les quartiers, les casernes, le mouvement des femmes, qu'il faudra dépasser les limites de l'accord électoral. »



IRAN

LA POLICE DU SHAH TUE ENCORE

Douze militants révolutionnaires ont été tués ces derniers jours au cours de quatre accrochages distincts à Téhéran et dans le Nord-Est de l'Iran.

Onze d'entre eux ont été tués, dimanche matin, lors de trois opérations de police dans divers quartiers de la capitale iranienne, après que la police ait cerné l'immeuble où ils s'étaient réfugiés. Quatre policiers, dont un colonel ont trouvé la mort au cours de la fusillade.

La douzième victime des forces de répression du Shah aurait été tué à une date non précisée ces derniers jours à Mashah dans le Nord-Est de l'Iran.

aux quatre coins du monde

TEMOIGNAGE SUR LES BASQUES A L'ILE D'YEU

Après la déportation, à l'île d'Yeu, de 3 basques et d'un catalan, évadés de la prison de Ségovie, leur présence à Paris est devenue impossible.

Le comité Askatasuna vous invite à une séance où vous sera présenté un film vidéo, filmé à l'île d'Yeu ; vous pourrez voir et entendre les témoignages des quatre évadés. Cette séance sera suivie d'un débat en présence des avocats qui apporteront de nouvelles précisions.

Lundi 17 mai à 18h, à la Ligue des Droits de l'homme, 27 rue Dolent, 75 014 Paris.

CANDIDAT DU PCP-ML AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES PORTUGAISES

Le Parti communiste portugais (Maoïste), qui a obtenu 0,29 % des voix aux élections législatives a décidé de présenter un candidat à la présidence. Il s'agit de Fernando Macedo de Sousa, directeur du journal *La Commune*.

Macedo, membre du PCP jusqu'en 1941, avait été arrêté en 1937 et envoyé dans le camp de concentration de Tarrafal (Cap Vert), où il devait rester 9 ans, jusqu'en 1946. Il est membre du PCP-ML depuis 1974 (AFP).

UN DIMANCHE POUR LE PARTI EN POLOGNE

Deux millions et demi de Polonais, membres du Parti Ouvrier Unifié Polonais et sans parti, ont travaillé dimanche « pour apporter une contribution supplémentaire au développement de la Pologne » annonce l'agence officielle PAP. Les plus hautes personnalités du parti et de l'Etat auraient, paraît-il, participé à cette journée de travail bénévole, organisée depuis quatre ans en Pologne sous le nom de dimanche « pour le parti ».

Mais, bien sûr, la voilà la solution aux maux chroniques de l'économie polonaise qui ont pour nom absentéisme, faible productivité du travail etc !

On peut pourtant s'étonner du fait que les « beaux dimanches pour le parti » mobilisent officiellement plus les énergies travailleuses que les jours de semaine.

MARCHE DE PROTESTATION CONTRE L'OTAN EN ISLANDE

Une marche de protestation contre l'appartenance de l'Islande à l'OTAN a été organisée en Islande, de la base militaire de Keflavik, située à une centaine de kilomètres de Reykjavik, la capitale islandaise, par l'ensemble des partis de gauche.

Elle a constitué un succès sans précédent qui a étonné même les organisateurs.

ANGLETERRE

LA LOI SCELERATE

- Gouvernement travailliste et bureaucrate syndicale imposent une politique des revenus
- Grève générale le 26 mai

Londres — de notre correspondante

Deux livres cinquante pour ceux qui gagnent 50 livres par semaine, trois livres pour ceux qui gagnent 80 livres, quatre livres pour ceux qui gagnent plus, telle est la dernière mesure de restriction d'augmentation des salaires prise par Denis Healey, chancelier de l'échiquier, le 5 mai dernier. Pour Healey, le problème était de convaincre les syndicats que ces mesures étaient beaucoup plus importantes pour le pays que des revendications corporatives. Les premières réactions enregistrées dans le mouvement ouvrier organisé montrent que le chancelier mentait que le chancelier ne s'est pas trompé et que la bureaucratie syndicale est prête à vendre la cause des travailleurs pour « l'intérêt public ».

Le comité exécutif du TUC (syndicat) a décidé à l'unanimité moins cinq voix d'accepter les mesures. Ce qui n'est pas tellement surprenant lorsqu'on sait que l'une des principales figures syndicales, James, du syndicat des Transports, a été lui-même un des architectes du projet. Pour donner à cette trahison un visage démocratique, l'exécutif a convoqué un congrès spécial, pour le 16 juin où tous les syndicats devront se prononcer après avoir tenu eux-mêmes de congrès extraordinaires.

Il n'y a aucun doute que les mesures d'auto-restriction des salaires seront votées à une très forte majorité. Pourtant, dès maintenant, une opposition commence à se manifester dans les syndicats les plus importants. Le CESA, par exemple, qui est le syndicat des fonctionnaires d'Etat, a vu 1200 délégués soutenir la position de leur exécutif et dire non à Healey et se mesures scélérates. « Non à toute forme de politique qui signifie chômage, coupure des crédits publics et une réduction du niveau de vie. »

Toutefois, malgré ce vote à une très forte majorité, l'exécutif, qui n'est lié par aucun centralisme démocratique pourra voter en son « âme et conscience ».

Le syndicat des Mineurs, dirigé par

Laurence Daly, a voté son soutien. Portant les délégués du Nord-Ouest ont tenu un congrès représentant 10 000 mineurs qui ont décidé de refuser les mesures Healey. Ils demandent que le salaire des mineurs soit porté à 100 livres par semaine : devant une telle détermination, le syndicat des mineurs a décidé de soumettre la décision à un vote de la base, puits par puits.

Parmi les grands syndicats qui répondent « non », il y a aussi celui des employés de bureaux, septième des grands syndicats, qui représente 370 000 membres. Son congrès s'oppose aux mesures Healey car « elles ne sont pas dans la ligne des statuts du TUC qui lutte pour le contrôle des importations, pour des mesures contre le chômage ». De même, la section qui regroupe les cols blancs de la métallurgie s'est prononcée contre. Ces votes ne pèseront cependant pas beaucoup dans la balance car toutes les autres grandes centrales ont voté en faveur des mesures Healey.

Le PC désarmé

Claus Jenkins, du syndicat des employés de bureau, a déjà tenu à déclarer, entre autres, que les travailleurs qui le soutiennent, c'est-à-dire le PC et la gauche révolutionnaire, n'étaient pas du tout ses amis. Quant au PC, il apparaît comme totalement désarmé et n'a fait aucun effort pour organiser sérieusement la grève générale prévue pour le 26 mai.

Certains membres du cabinet travailliste qui sont réputés de gauche, comme Tony Benn, ont déjà voté leur soutien aux mesures de Healey. La gauche révolutionnaire, pour sa part, continue à se battre pour faire du 26 mai une véritable journée contre le chômage sur les mots d'ordre de : pas de politique de restriction des salaires ; restauration des crédits publics ; droit au travail pour tous en établissant un programme de nationalisations.

Pam Hurst

Un relent de pétainisme

Décidemment, la droite a peur, de plus en plus peur pour laisser aboyer comme elle le fait son ministre de l'Intérieur. Depuis qu'il est au gouvernement, Poniatowski se conduit dans ses discours comme dans sa pratique policière, comme un véritable provocateur qui, à la différence de certains de collègues, laisse libre cours à sa haine de classe contre les travailleurs.

Hier, c'est devant le Conseil national des jeunes giscardiens réuni à Nancy, que le chef de la police a de nouveau sévi, accusant le PCF de maintenir la lutte des classes donc la dictature du prolétariat, il a précisé qu'il publierait des informations sur « certaines pratiques financières du PCF », pour montrer « qu'avant de critiquer les pratiques d'ailleurs très critiquables des pots de vins (tiens donc, lesquelles ?) Mr Marchais ferait bien de se regarder dans la glace... Vous verrez qu'il ne s'agit pas d'ailleurs de pots de vin, mais de seaux de vin... » Puis le ministre d'Etat est rentré dans le domaine de la théorie, eh oui ! expliquant au « politicien errant » (sic) F. Mitterrand que l'auto-gestion signifiait l'expropriation.

Enfin le ministre de l'Intérieur a fait un aveu en dénonçant « l'action de politisation de l'administration », « les agissements d'une petite minorité dans la Fonction publique qui font passer la politique avant la loi et le service d'un parti avant celui de l'Etat ». De qui parlait-il ? de l'UDR, des RI ? mais non, du PS...

Les discours de Poniatowski ont un relent de pétainisme. Dans le document confidentiel que Rouge avait publié, sans démenti, il y a un mois, il était envisagé d'épurer le corps des fonctionnaires comme en Allemagne de l'Ouest.

Au congrès du Parti socialiste à Dijon

LA REGLE ET LES EXCEPTIONS

Le Congrès socialiste extraordinaire de Dijon a achevé ses travaux, hier, dans l'unanimité. Pas même une abstention n'est venue altérer le vote de la motion sur la tactique électorale pour les municipales qui n'a subi aucun changement.

Une commission de vingt-sept membres, élue à la proportionnelle des courants, est chargée de rédiger un projet de programme municipal pour le premier septembre prochain.

La Convention nationale, qui siégeait le samedi matin, avait voté le quitus de la direction. Plus d'une dizaine de fédérations

Dijon de notre envoyé spécial Pierre Julien.

Les assises de Dijon avaient commencé par un petit coup de théâtre. La convention nationale ordinaire du samedi matin qui précédait le congrès extraordinaire du Week-end siégeait à huis clos. C'était la première fois depuis le congrès d'Épinay en 1971. Il

semble que la raison en soit due à des dissensions internes à la majorité, plusieurs fédérations, non dirigées par des militants du CERES, ayant refusé d'approuver l'activité de la direction. D'après les informations contradictoires, plus d'une dizaine de fédérations se seraient abstenues ou n'aurait pas pris part au vote. Parmi lesquelles,

s'étaient cependant abstenues, parmi lesquelles des fédérations « majoritaires ». Une commission, présidée par Gérard Jacquet, est d'ailleurs mise sur pied pour régler les différends locaux entre majorité et minorité. Pierre Mauroy a également annoncé la création d'un Centre national de Formation pour les militants du Parti.

D'autre part, la réunion « au sommet » des leaders de la gauche aura lieu le vendredi 21 mai.

sous réserve de confirmation, les fédérations « majoritaires », de la Somme, de la Loire, du Val d'Oise, du Var et de la Charente Maritime.

Le congrès, lui-même, devait s'ouvrir par un rapport de Roger Fajardie qui insistait sur la continuité entre les axes définis par le congrès de Pau, en février 1975, et le texte de la motion sur les municipales.

La règle tactique ? « Il ne saurait y avoir d'exceptions à la constitution de listes avec des hommes se réclamant de l'union de la gauche et du programme commun ». Les cas, ou la règle ne serait pas respectée - et ils devraient être très peu nombreux - résulteraient d'exigences abusives des partenaires du Parti socialiste.

Les termes du débat étant ainsi posés, la bataille qu'entendait mener le CERES sur les conditions d'exception paraissait sans objet. L'amendement notamment qu'il avait fait voter dans certaines fédérations pour préciser « qu'il n'y a de situations particulières que celles résultant d'exigences excessives de nos partenaires » (1), ne fut finalement pas présentée au vote des délégués, à la suite d'une commission des résolutions, sans doute la plus brève dans l'histoire du parti.

L'accord était fait entre la majorité et la minorité. Les interventions tout au long de l'après-midi de samedi et de la matinée de dimanche, n'avaient donc qu'un intérêt limité. On notera celle de Christian Pierre, premier secrétaire de la fédération de Paris, seul parmi le CERES à souligner la nécessité d'une union de la gauche de combat qui ne doit pas dévier dans une conception électorale du programme commun. On notera aussi celles de deux jeunes loups conventionnels, Jean Marcel Bichat, du « cabinet » de Mitterrand et de Jean-Paul Bachy, délégué national à l'emploi, qui proposeront - avec des arrière-pensées évidentes - une certaine attitude à l'égard du PSU.

Aucun accord national ne sera passé

avec une formation considérée comme « minoritaire » et « antiunitaire ». Par contre, à l'échelon local ou fédéral, tous les militants du PSU qui accepteraient le cadre des listes communes de l'union de la gauche y trouveraient leur place. Le PSU ira à la soupe en rampant...

Le discours de Jean-Pierre Chevènement scellant l'unité retrouvée du parti, après avoir souligné la continuité entre gaullisme et socialisme, précédait la conclusion de François Mitterrand. Celui-ci précisa les termes de la motion en distinguant suivant les cas. Dans les petites communes rurales, les socialistes soutiendront tous ceux qui se réclameront du progrès et de la justice. Dans les autres communes de moins de 30 000 habitants, ils engageront des discussions avec les partenaires de l'union de la gauche. Si l'accord ne se fait pas, la règle électorale autorisant de panacher les listes entre les deux tours, il y aura de toutes façons des listes communes au second tour. Enfin, dans les villes de plus de 30 000 habitants la volonté des socialistes sera de réaliser des alliances à gauche dès le premier tour.

« Partout nous allons négocier », a dit le premier secrétaire en insistant sur le nombre très limité d'exceptions à la règle qu'espérait avoir à autoriser le comité directeur. Par contre, le Parti socialiste sera intransigent sur la solidarité des communistes dans la gestion et le vote du budget. C'est sans doute sur ce point d'ailleurs, que seront puisés les arguments pour les ruptures de négociation à l'échelle locale.

Debout, le congrès salua l'intervention du premier secrétaire. Il n'eut que le temps de s'asseoir pour voter à l'unanimité la motion et se disperser ensuite sans avoir très bien compris pourquoi il s'était réuni.

(1) Selon les responsables du CERES, l'amendement, s'il avait été voté aurait recueilli 33 % des voix des délégués.



A la Fête de Paris organisée par le PCF aux Halles de la Villette

« TU ADHERES... ? »

Pas trop mal commé fête, mais pas très bien non plus. Beaucoup de commerce : fringues ou petits objets divers, beaucoup de bars, une masse de collecteurs, un harcèlement pour adhérer (avec un tableau d'affichage sur le nombre de nouveaux adhérents par arrondissement de Paris) des trains fantômes et des manèges, la fumée des merguez ; les bruits multiples et qui se recouvrent de différents podiums, plus quelques sketches.

La halle de la Villette est décorée de carrés de toile jaune, orange, rouge, imprimés aux mots Liberté, socialisme, démocratie. Quelques guirlandes de lumière. Un grand podium au fond où passent Francis Lemarque, Juliette Gréco, les Quilapayum, et, en vedette, Léo Ferré. Le samedi après-midi, il y a quelques milliers de gens qui vont et viennent. Les tables au soleil en dehors de la halle sont accueillantes, mais tout ce qui boit et se mange est cher.

« Tu veux adhérer... - Non, je... - Ah, tu hésites, c'est à cause de la dictature du prolétariat ? - Non, il n'y a pas que cela... - Non, il n'y a pas que cela... Mais on peut discuter... - Certes, mais je suis organisé ailleurs. - Ça ne fait rien, en tout cas, si c'est à cause de la dictature du prolétariat, tu sais c'est formel, ça faisait longtemps qu'en fait on l'avait abandonnée. - Là, je suis d'accord, ça fait d'ailleurs longtemps que j'étais en désaccord... »

Il y a des sketches sur les expulsions : 80 000 logements vides dans Paris et 400 0 expulsions l'an passé. « Combien y en aura-t-il cette année ? » hurle un homme ventru habillé en profiteur (en frac, avec chapeau et cigare) « 5000, une fois... 10 000 là ; non, 15 000, 15 000 c'est le dernier mot ». Autre thème, les

transports : une carte orange à prix unique pour toute la région parisienne payée par le patronat.

Les communistes du Parisien libéré organisent une collecte avec une « balance idéologique » sur l'un des plateaux, toute la presse bourgeoise (Le Figaro, France Soir, Le Parisien, Libération...) et de l'autre « L'Huma » : il suffit de mettre des pièces sur l'Huma pour équilibrer les deux plateaux.

Beaucoup de jeunes : les JC préparent leur fête pour le 6 juin, avec une grande photo de Karl Marx habillé en motard et levant le pouce comme pour faire du stop... (quelqu'un dans le métro a mis une bulle sortant de la bouche de Marx : « pouce il y a une pause dans les luttes de classes »). Les JC font des crêpes et du cidre. Le public est plutôt intellectuel, jeunes cadres et seulement quelques familles. Il y en aura plus le dimanche.

Les débats ont lieu dans deux chapiteaux à part. Sujets : le cadre de vie, les hôpitaux, sciences, culture et socialisme, les origines de la vie, le Portugal après les élections, le PCF change-t-il ? Voie démocratique et révolutionnaire ? La peine de mort.

Louis Baillot élague toute question précise sur les comités de soldat - sur la force de frappe et se contente de répéter que la gauche est pour une « véritable défense nationale » en précisant que ce sera pour se défendre des agressions d'où qu'elles viennent, « tous azimuts », comme a dit Georges Marchais (après De Gaulle). Or les fusées sur le plateau d'Albion ne sont orientées qu'à 180 % vers l'Est, de la Lybie à la Suède, elles ne peuvent pas se tourner vers d'autres

« azimuts », donc ce n'est pas une « vraie défense nationale », c'est une agressivité permanente à l'égard des pays socialistes, or si la gauche est au pouvoir, la menace viendra des USA...

Jean Kanapa ne se laisse piéger par aucune question : si on lui reproche « électoralisme », il répond « luttes de masse » ; si on lui parle de « luttes de masse », il répond « respect du suffrage universel ».

Enfin auprès des livres des Editions sociales, les auteurs : de Madeleine Riffaud à Etienne Fajon en passant par Balibar et Althusser. Ces deux derniers sont les « vedettes » : photographes, dédicaces, ils ont plus d'audience que Fajon. Après l'article dans l'Humanité, que vont-ils répondre ? Ce débat qui s'amorce a déjà un écho considérable dans le parti.

— Tu adhères
— Non, je ne peux pas, j'ai été exclu, il y a dix ans...

Il y a aussi Frémontier qui dédicace « les points sur les i » en répondant bénévolement aux questions. « La nature de classes du MFA ? » « Le MFA est le lieu géométrique des luttes de classes il dissimulait une illusion meurtrière celle de la substitution à la classe ouvrière pour faire la révolution, c'est ce qui fait que le MFA a servi de lieu privilégié aux manipulations de la bourgeoisie. Alors les erreurs du PCP ? Elles sont grandes, je donne mon avis comme intellectuel communiste français, je peux, on n'est pas tenu par quoi que ce soit, je dis ce que j'ai vu... »

En repartant, on repasse devant « la balance idéologique » : elle ne penche toujours pas du bon côté.

G.F

UN CONGRES COMME LES AUTRES...

Les délégués impatients tapaient sur leurs tables comme à « GUIGNOL » ou à l'Assemblée Nationale. A la tribune, on finissait de régler les problèmes de préséance, François Mitterrand se frayait un passage parmi la meute de photographes. Le congrès allait enfin commencer avec plus d'une heure de retard. Un congrès qui, à l'unanimité, ne fera pas oublier celui de Pau « Tout est joué d'avance » lançaient les uns, « il ne se passera rien », renchérisaient les autres. Et les orateurs se succédaient à la tribune ! On était revenu aux effets oratoires de la 3ème république et aux trémolos du « Vel d'hiv ». Mais ce n'était pas Jaurès. C'était Weil-Raynal, le doyen du parti ! En quelques minutes d'un vibrant plaidoyer pour une représentation proportionnelle avec scrutin individuel, il sortit de leur théurgie l'ensemble des délégués. Il alla se rasseoir parmi tous ceux qui auraient pu être ses petits enfants salué par la plus grande ovation du congrès.

Hormis cet épisode ancestral, le congrès se passait plus à la buvette que dans la salle. Plus dans les couloirs et les réunions de courant qu'à la tribune. On savait ainsi que le congrès était joué quand on apprit que la commission des résolutions avait duré vingt minutes. Le CERES ne présentait plus d'amendement. Le texte de la motion ferait l'unanimité, Mitterrand s'étant engagé à ce que les exceptions à la règle unitaire soient les moins nombreuses possibles.

Il ne restait plus qu'à écouter religieusement le premier secrétaire. Après avoir quand-même gentiment entendu les trois seules oratrices de ce congrès, qui défendirent la cause des femmes l'une d'elles commença son intervention par ces quelques mots : « je suis là pour taper sur un clou et je taperai jusqu'à ce qu'il s'enfonçe » ; elle n'eut droit qu'à des ricanements graveleux.

P.J.

Pour le Syndicat de la Magistrature qui relève le défi des épurations

DEFENDRE CECCALDI C'EST DEFENDRE LES LIBERTES



L'ombre de la République fédérale allemande a plané sur les travaux du congrès du Syndicat de la magistrature convoqué hier à Paris. Plus de deux cent vingt syndiqués ont répondu en 48 heures à cette convocation ce qui témoigne de l'inquiétude soulevée par les menaces de sanctions proférées par Lecanuet. On ne peut pourtant en rester là. A l'évidence, ce congrès est un premier succès, une première action qui montrent que, contrairement à l'Allemagne, le pouvoir aura moins de facilité pour arriver à ses fins. Hubert Balle, au nom du bureau du Syndicat, les a exposées dans son court rapport. Après avoir constaté que le pouvoir s'efforçait en fait de reprendre en main l'ensemble de la fonction publique, il a dénoncé les manœuvres d'intimidation et d'épuration en cours. « La chasse aux sorcières est commencée » devait-il déclarer, avant de discuter s'il fallait se battre pour des garanties statutaires, qui de fait, sont moins grandes que celles qui existent dans la fonction publique. « Toutes ces affaires expriment la volonté du pouvoir de confisquer la justice à son profit » devait poursuivre Hubert Balle. En maintenant les privilèges (affaire Chapron, affaire des pétroliers), en reprenant le contrôle de la justice pour empêcher que de telles affaires se renouvellent, en luttant contre le pluralisme au sein de la justice (« Il faut aussi éviter à tout prix que la justice ne soit à l'image de la nation, c'est à dire partagée de courants contradictoires porteurs d'intérêts contradictoires »), le pouvoir poursuit ses objectifs à la veille d'une période électorale, un moment où le problème des libertés se pose avec une acuité particulière, comme en témoigne la campagne sur la sécurité menée actuellement.

« La défense de Ceccaldi est avant tout la défense des libertés, de la liberté du juge, de la liberté des fonctionnaires, mais surtout des libertés individuelles et publiques » concluait Hubert Balle sous les applaudissements nourris du congrès.

Une telle conclusion faisait suite aux débats de la matinée qui n'échappa pas par moments à une certaine confusion. L'intervention de monsieur Braunschweig président de l'Union syndicale des magistrats, l'autre association professionnelle qui se distingue par des positions nettement plus corpo-

ratistes, témoignait certes d'une réaction d'inquiétude légitime : « Si nous sommes venus, c'est que nous nous sommes aperçus que nous devions être proches à un moment où les libertés dans la magistrature sont en cause », devait-il déclarer, mais aussi de certaines illusions partagées jusqu'au sein du syndicat quant à la possibilité de restituer par un meilleur statut l'indépendance d'une justice qui ne joue plus le même rôle ni ne possède les mêmes acteurs qu'au beau temps de la troisième république.

A l'inverse, d'autres voix se sont élevées pour insister sur le contexte politique dans lequel a éclaté l'affaire Ceccaldi.

On a ainsi appris qu'il y a quelques jours, au cours d'un déjeuner chez Chirac, ce dernier avait tenu devant quelques hauts magistrats des propos sur l'épuration et la manière de la mener. On a aussi appris que le poste d'Haszebrouck, libre depuis maintenant plusieurs mois avait été imposé au substitut Ceccaldi au moment où la « Commission des ententes » du ministère des finances s'apprêtait à « blanchir » les pétroliers poursuivis à Marseille alors qu'un magistrat de Béthune le demandait lui depuis longtemps et que parallèlement on proposait le poste de premier substitut à Marseille à un magistrat à Bayonne qui n'en voulait pas. On n'en doutait guère mais le congrès a montré que la décision d'écarter Ceccaldi était éminemment politique. Ce qu'un jeune magistrat a résumé par la formule : « le pouvoir veut être présent lorsque'il s'agira de matraquer la population ».

Que faire devant une tel défi ? Le congrès en a discuté assez rapidement puisqu'un large consensus en faveur d'une grève, en cas de sanction contre Ceccaldi qui refuse de rejoindre son nouveau poste, existait dès l'ouverture du congrès. Bien que non explicitement formulée, la grève est interdite dans la magistrature, dans la mesure où le statut interdit « toute action concertée en vue d'entraver le fonctionnement des cours et tribunaux ». Le congrès est passé outre en votant par 163 voix contre une, et une abstention une motion qui stipule que le bureau est mandaté « aux fins d'organiser une action nationale de grève en cas d'engagement de poursuites disciplinaires contre Etienne Ceccaldi ».

Georges Marion

CORSE

Avant l'ouverture du procès d'Edmond Simeoni

GREVE GENERALE AUJOURD'HUI EN CORSE DU SUD

A deux jours de l'ouverture du procès d'Edmond Simeoni et de ses camarades, la gauche et les syndicats ont accordé leur soutien au leader autonomiste. Les grands absents restent et resteront les radicaux de gauche et les forces « de la majorité présidentielle ». Pour eux, le silence est de mise. C'est encore le moyen le plus sûr de ne pas dire de bêtises et surtout de conserver une bien précieuse clientèle électorale. Pourtant, par la raffle de mercredi, le pouvoir, a fait savoir indirectement, qu'il n'entendait pas céder à la pression. Et si, seul l'un des interpellés, Francis Pantallacci, reste en garde à vue, les RG et les policiers ne font aucun mystère de leur regain d'activité. Les lendemains du procès pourraient être brûlants. Ces messieurs veulent donc recueillir le maximum d'informations;

D'ores et déjà, des actions de solidarité envers les neuf autonomistes, jugés à partir de lundi par la Cour de Sureté de l'Etat, ont été décidées. Malheureusement, et c'est là une critique à faire aux partis de gauche, ces actions prendront un caractère différent selon qu'elles auront lieu en Corse du sud ou en haute Corse.

En Corse du sud, CGT, CFDT, FO, PC, PS et mouvements autonomistes ont lancé un mot d'ordre de grève générale pour lundi 17 mai. La population corse est appelée à transformer la Corse fu sud en « Isula morta » (île morte). A l'inverse, en haute Corse, seuls les autonomistes ont maintenu la grève générale. Dans un communiqué commun, le collectif des organisations démocratiques (gauche) et le comité anti-boues rouges demandent que lundi de 18 h 30 à 18 h 40 toute activité soit arrêtée. Les pêcheurs, quant à eux, bloqueront tous les ports durant ces dix minutes.

Le Comité Central de soutien aux patriotes emprisonnés a demandé à tous les Corses de participer aux manifestations organisées par la gauche, tout en déplorant le manque d'unité dans le nord. Jeudi, il a réitéré ses propositions affirmant que « l'unité complète de toute la Corse dans l'action de solidarité constituerait un symbole par elle-même ». Il faut espérer que cet appel sera entendu car ainsi le 17 mai constituerait une journée de lutte, une protestation dont le pouvoir devrait tenir compte.

Le PCF en Corse

« DE DUNKERQUE A BONIFACIO »

De nos envoyés spéciaux

« Inconfortable » est le terme qui décrit le mieux la situation du militant « communiste » en Corse ; car il fallait un cœur bien accroché pour suivre les revirements spectaculaires du PCF en ce qui concerne la situation dans l'île. Aujourd'hui, les membres et sympathisants du « plus grand parti de France » restent partagés, pour ne pas dire déchirés entre un chauvinisme « grand Français », de plus en plus mal perçu et ce sentiment d'être corse qui imprègne une majorité de travailleurs de l'île.

« Le Programme commun règlera tout »

Neuf mois déjà sont passés depuis Aléria mais les communiqués diffusés alors par le PCF sont restés. Qui ne se rappelle les prises de position d'Albert Stefanni, secrétaire de la fédération corse : « les autonomistes ? des fascistes, des irrédentistes ». Propos qui n'avaient eu qu'une conséquence : un malaise profond au sein même du PCF corse. Ainsi, début septembre, les Ajacciens avaient eu la surprise de voir « l'Humanité » vendue par des Corses de Paris. Les « locaux » avaient préféré, pour la plupart, rester chez eux. Aujourd'hui, seuls quelques dizaines d'irréductibles arboreront fièrement le drapeau tricolore comme au début de la manifestation du 3 avril.

Nous avons eu l'occasion de rencontrer trois militants, de ceux qui ne se sentent plus capables d'assumer une « ligne pure et dure ». Tous, différemment, recouraient aux mêmes faux-fuyants lorsque nous abordions le problème de la Corse : « Mais avec le Programme commun, tout cela sera réglé. Il y aura du travail pour tous. » L'un d'entre eux, employé, n'hésita pas à se déclarer autonomiste, mais il partageait l'opinion de ses camarades : « Quand l'Union

de la Gauche sera au pouvoir, la Corse décidera en toute liberté de son statut. » Le dernier pensait, sans beaucoup de conviction, qu'une fois les problèmes réglés, « les autonomistes rejoindraient l'Union du Peuple de France ».

Cette aspiration à ne pas être coupé du mouvement actuel, dominé par le courant autonomiste, a été comprise par l'envoyé spécial de « l'Humanité » qui écrivait voici quinze jours : « Les autonomistes doivent rejoindre l'Union du peuple de France, puisque désormais, ils ont abandonné le séparatisme. »

La sensibilité au problème corse ne s'est pas traduite de la même manière dans les rangs de la fédération corse du PCF, selon l'âge, l'emploi ou l'ancienneté des militants... Les élus locaux, que ce soient ceux de Sartène ou de Bastia, n'ont pris la défense de Simeoni que contraints et forcés. Un conseiller général du centre nous avouait que, pour lui, les autonomistes étaient plus que douteux et qu'ils lui rappelaient les élans irrédentistes qui conduisent certains à flirter avec Mussolini. Cela dit sur le ton de la confiance, il manifesterait pourtant lundi.

Particulier mais hégémonique

Le PCF en Corse présente de curieuses particularités. Il a connu son heure de gloire en 1943, lorsque la Corse s'est libérée seule. Ses sympathisants se comptaient alors par dizaines de milliers. Mais jamais il ne s'est réellement attaqué à la structure des clans et nombre de vieux militants du PC se sont laissés aller par ce biais à des alliances équivoques. Sous De Gaulle, le PC a contracté des relations très étroites avec les notables traditionnels du type Giacobi et compagnie. Après la signature du Programme commun, cette alliance d'abord de froide raison s'épica d'un semblant d'amour.

Le PCF a bénéficié avant tout de l'inexistence totale d'un autre parti ouvrier. Il n'a eu ainsi aucun mal à prendre la direction de la CGT et de la FEN. Il incarne de loin la majorité du mouvement ouvrier insulaire. Bien implanté parmi les dockers et les employés de la voierie, il a joué, par le relais d'une CGT forte de 2500 adhérents, un rôle actif dans toutes les luttes revendicatives de ces dernières années.

Même si, la plupart du temps, les délégations auprès des élus prévalent par rapport à la mobilisation de masse, le PC est ainsi apparu comme le défenseur des revendications, dans un pays où le niveau de conscience politique de classe reste faible.

Dans la jeunesse scolarisée, les militants de la Jeunesse communiste ont fait cette année une entrée en force. L'UNCAL a animé les luttes de Bastia et de Sartène.

Une force ? Oui, car le PCF peut compter sur environ 300 militants, ce qui est proportionnellement beaucoup en Corse, mais une force fragile. La fédération reste déchirée entre une base jeune et attachée au parti qui souhaiterait cependant ne plus être à part, et une implantation en milieu paysan, à travers le MODEF qui trafique les gentilles des chefs de clans.

De telles contradictions peuvent devenir rapidement explosives. Il y a six ans, plusieurs dizaines de JC de la région d'Ajaccio avaient déjà rompu avec le parti sur des positions d'extrême-gauche. Les événements en Corse risquent d'aller plus vite que les échéances électorales et l'avènement du programme commun. Nombreux sont les jeunes et les travailleurs militants du PCF qui refuseront de servir de caution aux clans radicaux de gauche. La France de Dunkerque à Bonifacio, pour reprendre une image de « l'Humanité » risque d'être difficile à construire.

Antoine Pietri - François Gaillard

BANQUES

Les 20 et 21 mai TREMPLIN OÙ COUP DE FREIN ?

Depuis la journée d'action du 28 avril, les employés de banque et nombre de sections syndicales se demandent vraiment, à quoi jouent leurs directions fédérales.

Pour tenter de comprendre, faisons un petit retour en arrière : le 28 avril, les directions fédérales CGT et CFDT appellent à une journée d'action pour faire pression sur les négociations paritaires du 29 avec l'Association française des Banques. FO et CFTC avaient refusé de s'y associer : elles prétendaient alors que la journée d'action ne servait à rien et qu'il fallait une grève nationale reconductible. FO organisera d'ailleurs seule sur Paris un meeting à la Bourse du Travail le 29 au matin. Quelques jours plus tard les quatre directions fédérales, CGT, CFDT, FO, CFTC se mettent soudain d'accord sur un communiqué qui écrase les revendications (on ne fait pas référence aux 35 h, aux 250 F pour tous et le pouvoir d'achat n'est plus garanti sur les indices syndicaux !) mais qui ouvre une perspective aux allures menaçantes : « grève nationale coordonnée de longue durée ». C'était le 30 mai.

Huit jours plus tard, les quatre fédérations réunies pour faire le point se divisent ! FO et CFTC tournent casaque : pour elles, rien n'est plus possible ; le personnel n'est pas prêt ! La direction CGT fidèle à la lettre du communiqué du 3 mai est d'accord pour continuer à préparer la fameuse « grève nationale coordonnée de longue durée », d'autant qu'on se rapproche des vacances : en clair, elle n'arrêtera pas d'en rester partout où c'est possible à des luttes sectorielles, refusant comme au Crédit Lyonnais Paris, comme à la BNP Barbès et à la Société Générale Paris tout travail unitaire pour préparer sérieusement, par réunions et assemblées générales une lutte massive et soudée.

La direction fédérale CFDT aurait, semble-t-il, voulu défendre l'idée des 24h reconductibles. Mais depuis des mois, elle n'a pas présenté d'alternative de remobilisation face à la guérilla électorale de la CGT. A la veille

du 28 avril, elle n'a pas soulevé même l'idée des 24h reconductibles ! Elle a balancé en plus l'appel du 30 mai sans préciser ce qu'elle mettait derrière cette « grève nationale coordonnée de longue durée », sans expliquer à ses syndicats et sections quels étaient les moyens et les rythmes de préparation !

Les directions CGT et CFDT poussées les 3 mai, puis lâchées le 11 par FO et CFTC proposent à présent aux employés une double journée d'action les jeudi 20 et vendredi 21 mai... à la veille du week-end !

Autant dire qu'il sera impossible d'en faire une grève active... ! C'est un appel à deux jours de congé sans solde !

Une combativité gaspillée :

Nombre de secteurs où se développait une réelle mobilisation s'étaient engouffrés dans la perspective ouverte le 3 mai : ils s'étaient immédiatement lancés dans une grève reconductible (ParisBNP-Bergère et agences, Paris SG-agences, Lorient) d'autres attendaient un mot d'ordre national unitaire et ferme (Paris-SG Centraus, Bordeaux, Toulouse). Cette fausse perspective des 20 et 21 mai les désarme complètement. Dans tous les autres secteurs où les sections avaient entamé un travail de sensibilisation en profondeur (Crédit Lyonnais), les militants hésitent à prendre au sérieux ces 48 h près-week-end, et ils s'inquiètent du passage de la lutte dans les secteurs les plus avancés. Le chaud et le froid soufflés par les directions fédérales a réussi et c'était « assez facile » dans une profession jeune et sans tradition de lutte !... user prématurément les secteurs les plus combattifs et à reporter d'autant la possibilité d'un tous ensemble massif et déterminé. Moins que jamais il ne pourra s'improviser... comme la direction CFDT déclare s'y être employée à partir... du 4 mai.

Correspondant Banque.

LES QUESTIONS QUI SE POSENT A LA CFDT

Tel est le titre du document signé par les fédérations CFDT-Banques, Construction, Hachette, PTT, Santé et l'Union régionale Rhône-Alpes, comme con-

tribution au débat préparatoire au 37^e Congrès confédéral. Le document aborde en effet les questions essentielles posées à la CFDT.

Quel débouché politique ?

• La première question qui se pose aujourd'hui est bien celle du débouché politique aux luttes. Et le texte insiste tout comme la résolution générale pour le congrès, sur le refus de toute « pause sociale » qui soumettrait les luttes et les revendications aux échéances électorales. Il rappelle que c'est au cours des luttes de masse que le syndicat, par le type de revendications et de formes d'actions qu'il préconise, peut faire progresser la conscience de classe, faisant « découvrir aux travailleurs que l'on ne se bat pas contre un patron... mais plus largement contre la logique d'un système qu'il s'agit de renverser ». Mais il se démarque

surtout de la résolution générale en laissant entendre que la coordination des luttes sur une plateforme revendicative unifiante pourrait poser concrètement le problème du gouvernement hors des échéances électorales. « Dans une période de développement des luttes, des actions nationales interprofessionnelles peuvent constituer des moyens d'élargissement de l'action et d'unification. Il est important de concrétiser par des « tous ensemble » l'existence des travailleurs, en tant que classe face au pouvoir et au patronat ; et aussi de permettre la globalisation de l'affrontement face à la bourgeoisie afin de hâter la prise du pouvoir »

Quelle unité ?

Aussi n'est-il pas étonnant que le document présente une lecture un peu particulière de la « stratégie d'union des forces populaires ». Si comme pour la Confédération, il s'agit d'une « dialectique » entre « le mouvement de masse » et « l'ensemble des composantes de gauche », le document insiste sur le fait que cette dialectique doit se faire « sur des objectifs immédiats, crédibles, capables de mobiliser les masses populaires » et non sur « des objectifs de transformation » qui se situent à plus long terme. Si l'on comprend bien, le document se distinguerait de l'orientation confédérale en

proposant l'unité sur des revendications immédiates, claires, répondant aux aspirations des larges masses, en rejetant l'idée de compromis stratégique inévitablement ambigu, entre les différentes composantes « de l'union des forces populaires ». Mais dans la mesure où elles ne donnent pas leur position sur le programme commun et l'Union de la gauche, d'aucuns ne manqueront pas de reprocher aux fédérations signataires de chercher sous le vocable « d'objectifs immédiats » à tirer la CFDT vers le dit Programme commun.

Quelle voie pour le socialisme ?

La troisième question essentielle est bien sûr celle du rôle de la CFDT une fois le PC et le PS au gouvernement. Là encore le texte insiste sur le refus de toute pause sociale qui conduirait la CFDT à se contenter de « gérer la crise dans le cadre du capitalisme ». Au contraire, il insiste sur la nécessité de développer le contrôle ouvrier, les « nationalisations sous contrôle ouvrier » vers la socialisation des principaux moyens de production.

Il souligne que « comme dans toute période intense de mobilisation, de nouvelles structures d'expression et d'action apparaîtront » et contrairement à la résolution générale, il donne un nom à ces nouvelles structures : « les conseils ouvriers dans les

entreprises, et les conseils populaires dans les quartiers ». Il va même plus loin en soulignant que le syndicat devra « favoriser leur coordination ». Mais étonnamment, il n'en conclut pas pour la pratique syndicale, une orientation générale favorable à l'auto-organisation des travailleurs en lutte, se contentant d'affirmer que « la conduite des luttes appartient aux travailleurs avec leurs organisations syndicales ».

Et surtout, il développe une conception assez voisine de celle de la Confédération sur l'articulation entre l'ancien appareil d'Etat (il faut « décentraliser » et « transformer ») et les « nouvelles structures autogestionnaires », renvoyant la destruction de l'Etat bourgeois au rang des « utopies ».

Quelle CFDT ?

La dernière question que posent les fédérations signataires est sur la CFDT elle-même. D'une part sur sa capacité de centralisation qu'elles souhaitent voir renforcée tant au niveau confédéral qu'au niveau des syndicats de base estimant que leur rôle a été trop minimisé au profit des sections d'entreprises. D'autre part sur sa vie démocratique qui a été mise à mal notamment à l'occasion de l'opération des Assises et de la signature de l'accord interconfédéral du 26 juin 1974. Et ces fédérations réaffirment leur attachement au fonctionnement fédéraliste de la centrale (fonctionnement qui leur permet notamment de publier un tel document).

Enfin, un texte intéressant dont les auteurs ont eux-mêmes tracé les limites : « Il ne s'agit ni d'un contre texte ni d'une volonté d'opposition de principe, mais d'une contribution positive ». Mais au seuil des échéances politiques fallait-il se contenter d'une « contribution positive » dans laquelle se retrouvent des fédérations qui ont critiqué sur le fond l'opération des Assises et d'autres qui ne l'ont critiquée que sur la forme, voire y ont ouvertement participé, ou au contraire était-il souhaitable de rechercher une clarification plus fondamentale ?

R. Yvetot

PAU

ÇA BOUGE DANS LA REGION

• Ce matin manifestation à Pau des travailleurs de la SNPA. La direction attaque le droit de grève : « Le directeur est prêt à rouvrir les grilles de l'usine à condition que les organisations syndicales acceptent de négocier les formes de grève pour l'avenir. »

L'ingénieur en chef des mines n'était pas au courant de la baisse de production de l'usine de Lacq. Ce qui prouve que cette décision provocatrice a été prise en plus haut-lieu. Depuis dimanche matin Pèchiney est en grève, l'AG de Pèchiney aujourd'hui décidera de l'avenir du mouvement. La grève de la SNPA coûte très cher au trust Pèchiney car, obligé de s'alimenter en énergie à l'EGF, il n'y bénéficie pas du tarif préférentiel que lui procure l'alimentation directe à partir de Lacq.

L'ensemble des boîtes du complexe entrent progressivement au chômage technique total ou partiel. La télé régionale déclare que cela risque de s'étendre à l'ensemble de la région.

D'autres grèves commencent maintenant dans la région :
• Garage Renault pour l'augmentation des salaires (uniforme de 100 f par mois), une prime de vacances uniforme de 800 f ;
- Courrèges (vêtements de luxe) les travailleuses sont en grève pour 1 f. de plus au taux horaire, le 13^e mois, etc...

• Centre d'enfants « Bel Air », en grève à partir de lundi par 48h reconductibles pour la garantie de l'emploi (300 emplois menacés dans la région pour tout le secteur enfance inadaptée). Les étudiants toujours en grève organisent un meeting à Pau pour expliquer leur lutte et informer les travailleurs de la région. Pèchiney a déjà annoncé sa présence à ce meeting.

LETRE D'UN SYNDICAT CFDT A ROUGE

Nous avons reçu une lettre du syndicat CFDT des cheminots d'Epinal. A travers cette lettre, se pose le problème des sections syndicales qui s'estiment mises en cause par notre journal. Il va de soit que nous publierons ces mises au point car cela nous semble un facteur enrichissant dans la discussion.

Messieurs,

Ci-joint l'article paru dans Rouge du lundi 26/4/76. Quatre remarques s'imposent :

1^o) Ce ne sont pas les grévistes qui ont bloqué la gare en cadenassant les portes, mais la direction SNCF qui n'avait pas ouvert les portes.
2^o) Ce n'était pas une immense banderole, mais 4 banderoles : 2 CFDT et 2 CGT.

3^o) Aucune sanction pour fait de grève ?

En fait il y aura des sanctions pour fait de grève, car si le préavis de grève avait été déposé, l'occupation des voies était illégale, et c'est à ce titre que nous seront punis.

4^o) Position de la CFDT qui jugeait suffisants les résultats obtenus. Ceci est faux, car nous avons demandé à l'Assemblée générale :

- soit de continuer la grève, soit de reprendre le travail en s'exprimant

par un vote à main levée.

Nous vous demandons donc de bien vouloir faire les rectifications utiles dans un prochain numéro. Votre correspondant est prévenu. Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le syndicat des cheminots d'Epinal, le secrétaire adjoint, René Balland.

Camarade,

Voici quelques remarques qui s'imposent après la lecture de ta lettre. Sur le premier point, les portes d'entrée sont d'habitude cadenassées par le personnel durant la période de nuit. C'est une tâche habituelle. Ces agents étant grévistes, les portes ont été cadenassées par les grévistes. D'autre part, la gare étant bloquée par la présence de véhicules sur les voies et l'occupation des postes

d'aiguillage, la direction n'avait aucune raison d'ouvrir les portes ! Sur le deuxième point d'accord avec toi. Sur le problème des sanctions : il n'y aura pas de sanctions pénales (loi réprimant l'entrave à la circulation ferroviaire). Les sanctions administratives n'ont pas encore été prononcées, même si des menaces existent. En ce qui concerne le point le plus important, à savoir l'attitude de la CFDT, nous maintenons notre appréciation. Tu affirmes que la CFDT a demandé à l'AG « soit de continuer la grève, soit de reprendre le travail ». Le moins que l'on puisse dire c'est que pareille attitude ne brille pas par sa clarté.

Les deux solutions étaient-elles indifférentes ? - Nous maintenons que la CFDT a présenté les résultats comme positifs, sans prendre position pour ou contre la continuation ; de fait sa position appelait à la reprise.

Sylvain Mathieu

Foyer SONACOTRA

CONTRE TOUTE DIVISION

A l'occasion de la journée « portes ouvertes » du foyer Sonacotra de Bagnolet, organisée par le comité de résidents et le comité de soutien local, de nombreux travailleurs français et immigrés sont venus manifester leur soutien. A 14 h la musique et les chants nous accueillent. Une exposition sur la vie du foyer, de l'organisation de la lutte, les revendications etc. Parmi les coupures de presse, une absence significative : L'Huma...

La projection d'un film sur Margoline en 73 précèdera le meeting central animé par les délégués du foyer et de la coordination. Ce sera l'occasion de réaffirmer la détermination des travailleurs en lutte et d'insister sur le fait qu'il ne saurait y avoir d'exclusive dans le soutien si ce n'est pour les organisations qui ne reconnaîtraient pas la

légitimité des revendications et la souveraineté de la coordination. A ce sujet les délégués ont encore dénoncé les pratiques manipulatoires et de division du PCF et de l'Amicale des Algériens en France.

la journée se poursuivra par la projection d'un montage déjà réalisé par l'ASTI, puis par une pièce du Groupe de Théâtre arabe dans l'immigration.

La soirée s'achève par des danses et des chants rythmés par un ensemble musical maghrébin. Cette journée illustre la combativité des travailleurs de la Sonacotra et de l'efficacité du comité de soutien.

Réunion du comité de soutien :
Lundi 20 h au foyer 41 rue Robespierre. Bagnolet.

C.I.I.

AU CHARBON !

C'est par cette expression, très populaire parmi les grévistes de la C.I.I., que les 1 000 manifestants venus en un long cortège de voitures jusqu'à Paris, vendredi dernier, ont salué l'entrée au Ministère de l'Industrie de la délégation syndicale (CFDT, CGT, CGC).

Après avoir écouté poliment, dans un vaste salon plein de dorures, les positions et les exigences des travailleurs en grève, le conseiller de D'Ornano s'est lancé dans un long exposé sur l'opération de restructuration en cours, qui a duré plus d'une heure. Enfin il en est venu au vif du sujet : les problèmes d'emploi et de plan de charge. X4 sera poursuivi, ou bien « réorienté » ! Si les clients

veulent des ordinateurs C.I.I. on leur en donnera, mais s'ils veulent des machines Honeywell on leur en donnera aussi. C'est la loi du marché et que le meilleur gagne !

A ceci près que le principal client c'est l'administration et les accords avec Honeywell prévoient une commande préférentielle de 216 Honeywell ! Mais ça n'est pas le plus beau : pour l'emploi, « l'Etat a dû négocier des mois pour que tout le personnel soit repris par une des deux sociétés mais après les fusions l'Etat dégage sa responsabilité, les subventions (1 200 millions) ont pour but de créer des sociétés viables, c'est à leur direction de le gérer au mieux y compris en ce qui concerne les effectifs » !

Pour finir c'est la menace : déjà content d'avoir échappé à un « assainissement » avant la fusion, le personnel devrait se montrer raisonnable : plus la grève de la maintenance dure et plus l'image de marque de la société se dégrade et plus les clients... Il faut savoir que l'argument a déjà beaucoup servi, notamment chez Honeywell, pour amener les opérateurs en grève à la raison ! Mais là, il s'agissait de ne pas perdre des clients au profit de... la C.I.I. !

Les propos cyniques du conseiller de D'Ornano ne laissent aucun doute : formellement il n'y aura pas de licenciements jusqu'à la fusion, mais après... Ceci ne fait que confirmer la nécessité de parvenir à un accord signé par les directions de C.I.I., C.H.B. et Thomson et garanti par l'Etat et qui définisse pour tout le personnel C.I.I. : la garantie de l'emploi, les conditions et la nature des mutations acceptables par le personnel, la formation et la reconversion sur place, le maintien du statut et des avantages acquis.

C'est autour de cette plateforme, qu'il faudra compléter notamment en y adjoignant les revendications sur la qualification, ainsi que celles spécifiques aux travailleurs de l'usine de Toulouse. Mais les travailleurs de la C.I.I. sont conscients qu'il s'agit d'une véritable épreuve de force avec les patrons de l'informatique et le pouvoir.

En effet leurs revendications signifient en fait la remise en cause du plan de restructuration de l'informatique. C'est dire le rapport de force qui est nécessaire pour gagner. C'est dire aussi qu'il faudra bien avoir le débat sur la nationalisation, parce qu'il faut mettre l'Etat-bailleur de fonds face à ses responsabilités, parce que le PC, le PS et la CGT ont déjà avancé souvent ce mot d'ordre. Rouge reviendra dans ses colonnes sur cette question.

Sur les centres le problème est de renforcer la mobilisation et la grève d'autant que la direction multiplie les provocations : présence permanente d'un huissier qui n'arrête pas de faire des constats, emploi de standardistes intérimaires à la place des grévistes.

Correspondant

en lutte



LES OUVRIERS NE RESPECTENT RIEN

Une fabrique appartenant au beau-frère de Servan-Schreiber est occupée par son personnel. Les 150 ouvriers de la fabrique de maroquinerie « Dofan » ont décidé d'occuper leur entreprise, située place Jacques Bonsergent au centre de Paris. Celle-ci, qui appartient à Emerick Gros, beau-frère de J.J.S.S., a été mise en liquidation judiciaire le 11 mars dernier et mardi, les ouvriers ont reçu leur lettre de licenciement. Ils soulignent que rien n'explique « le trou de deux milliards d'anciens francs trouvé dans le budget de l'entreprise car la crise économique n'a jamais touché l'entreprise ». Ils continueront à occuper jusqu'à l'obtention de leur dû, de leurs indemnités de licenciement et des propositions de reclassement. S'ils ne sont pas payés, ils se préparent à une vente sauvage. (AFP)

Troisième semaine de grève à l'office de transformation papetière (Gonesse). Les négociations reprennent lundi. Sur les 300 F pour tous, la cinquième semaine de congé. Vendredi dernier, le tribunal des référés a ordonné l'évacuation de l'usine sous huit jours et a condamné les sept travailleurs cités à payer 100 F d'amende par jour. Le problème du soutien se pose actuellement. Le patron continue à menacer. Samedi, la direction, qui craignait que les grévistes n'occupent le standard du siège social, rue de l'Ourq à Paris, y a installé des vigiles armés. L'assemblée générale de lundi promet donc d'être importante. Correspondant

Une centaine de grévistes des établissements Gaulle-Delaoutre, à Tourcoing, occupent depuis dimanche leur entreprise. Celle-ci fabrique des fibres synthétiques. Le mouvement, qui est suivi par la quasi-totalité des 850 ouvriers porte sur les augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail. (AFP)

Au métro de Marseille, des licenciements de travailleurs immigrés sont prévus aujourd'hui même. (Corr)

Les Dom-Tom aussi. A la Réunion, à la Guadeloupe et en Martinique, les agents du gaz et de l'électricité sont en lutte depuis plusieurs jours pour appuyer les demandes spécifiques des employés d'Outre-mer.

A la Réunion, l'EDF refuse d'appliquer le statut national à 240 agents : les sociétés qui les emploient ont été dissociées en 1975 de la nationalisation de la société de distribution d'électricité.

En Martinique, la grève très dure a eu des répercussions sur la vie économique de l'île. En Guadeloupe, un ordre de grève illimitée a été déposé la semaine dernière pour appuyer des revendications spécifiques : maintien des avantages acquis, retraite à 55 ans, prime de transport et congé en métropole tous les 5 ans. (d'après AFP)

« LE TRAVAIL DES FEMMES, LIBERATION, ALIENATION ? »

C'était le thème du débat organisé dimanche après-midi dans le cadre de la Fête de Paris du PCF, entre Claude Loroux, ex-rédactrice à « Elle » et Gisèle Moreau, membre du Comité central du PCF. C. Loroux voulait « déculpabiliser » les femmes qui ne travaillent pas et les défendre contre la mode qui tend à les dévaloriser.

Pour le PC, seul le programme commun pourra permettre à la femme (et à l'homme) un véritable choix. Un débat sans surprise : la position de son interlocutrice permettait à G. Moreau de mettre en valeur les propositions du PC (crèches, retraites, etc.).

A noter la question posée à G. Moreau par une femme témoin des brutalités du service d'ordre de la CGT à la manifestation du 1er mai. Celle-ci a convenu que, si les faits sont exacts, ils sont inadmissibles et qu'il y a là une bataille à mener dans les entreprises (faisant un parallèle avec le racisme).

Dont acte !

GREVE AVEC OCCUPATION DEPUIS LE 3 MAI A RICHIER-FORD A PONT DE CLAIX (GRENOBLE)

A Richier-Ford, les travailleurs occupent toujours jour et nuit. Mardi, ils doivent se prononcer sur la continuation de la grève.

De notre correspondant.

Richier, c'est une entreprise de fabrication de matériel de travaux publics de 450 travailleurs (225 au département technique, 225 à la production tous très qualifiés).

Richier, c'est aussi une de ces entreprises rachetées dans les années 70 par une multinationale, ici Ford, et que l'on cherche aujourd'hui à liquider.

Richier, c'était en 70, le premier constructeur français et européen de matériel de travaux publics, plusieurs usines en France :

Villeurbanne, Lyon, L'Horle, Pont de Claix, Sedan, Charleville, Société

anonyme familiale, l'entreprise s'est trouvée en difficultés financières.

En deux mois, en 72, Ford obtient par un OPA 76% du capital de la boîte et en juillet 72, l'entreprise passe officiellement sous le contrôle de Ford.

Cette opération s'avère particulièrement juteuse pour Ford qui ne possède rien dans les travaux publics. Grâce à Richier, il obtient une technique complète ; Richier fabriquait 239 produits de matériel de T.P. A partir de 74, la restructuration du groupe commence :

— En décembre 1974, 250 licenciements dans le groupe Richier seulement des cadres et des mensuels. Il s'agit de regrouper les services : bureaux de méthode, bureau d'études, comptabilité.

— Aujourd'hui Ford n'est plus intéressé que par deux des produits fabriqués par Richier, alors, en bonne logique patronale on cherche à liquider l'entreprise, on a même cherché à le vendre... à une autre multinationale... qui finalement n'en a pas voulu.

Le 13 avril, le PDG Barba annonce le transfert du service informatique à Paris pour le 1er septembre, et d'ici la fin de l'année, l'arrêt de toute la production pour le bureau d'études, le patron fait des promesses ; mais ne donne aucune garantie. Pour les travailleurs de Richier Pont de Claix, cela signifie 450 suppression d'emploi d'ici à la fin de l'année. Il y a une dizaine de jours, la direction craignant l'occupation décide de déménager le matériel terminé, devant cette menace, le personnel, le 3 mai, vote l'occupation. Sur 369 votants, 261 se prononcent pour l'occupation.

Depuis, la grève s'organise : les travailleurs se relaient aux piquets de grève jour et nuit ; des AG ont lieu à peu près tous les matins, dans la cour de l'usine ; les contacts sont pris avec les pouvoirs publics, les élus locaux et les autres boîtes du groupe, des débrayages de solidarité sont prévus à Lyon, Villeurbanne ; des commissions commencent à s'organiser pour la propagande, pour le contact avec les pouvoirs publics, pour chercher de nouvelles formes d'action. A l'assemblée générale, vendredi matin, des travailleurs ont estimé que les formes d'action décidées jusqu'à maintenant étaient insuffisantes. « Les pouvoirs publics ne répondront pas si on se contente de distribuer des tracts ! » Ils veulent faire d'autres propositions.

Pour le moment, c'est l'intersyndicale CGT-CFDT qui dirige la lutte. Mardi matin, une nouvelle AG aura lieu pour faire le point.

TRIBUNE des luttes

Communiqué du syndicat CGT du Centre hospitalier d'Auxerre

Depuis un mois le personnel du Centre Hospitalier a déclenché de nombreuses actions pour obtenir les revendications suivantes :

- Congés annuels décomptés sur 5 jours par semaine,
- Prime dite des 13 heures comme dans la Région Parisienne,
- Prime des 250 F étendue à tout le personnel.

Jusqu'ici les délégations C.G.T n'ont pas été reçues par les pouvoirs de tutelle (Ministre de la Santé, DDASS de l'Yonne, Préfecture).

Nous dénonçons les mesures discriminatoires de ces organismes à l'égard de notre syndicat.

Nous dénonçons aussi l'attitude du député-maire J-P Soisson, président du Conseil d'Administration de l'Hôpital, qui, volontairement, n'a accepté la discussion qu'avec le syndicat F.O qui jusqu'à ce jour, n'a appelé ni participé à aucun mouvement revendicatif.

La tactique est claire : il faut à tout prix sapper l'action du syndicat ouvrier combatif et nuire à son développement.

Devant de tels agissements, nous ne pouvons que constater qu'en fait de politique de concertation et de liberté d'expression, on nous impose une politique contractuelle pour réduire au silence la classe laborieuse et les organisations qui la représentent.

Le syndicat C.G.T du Centre Hospitalier d'Auxerre.

Inter CFDT Thomson CSF et filiales

Communiqué de presse

Les sections syndicales CFDT des centres TH CSF et filiales, réunies ce jour en inter à Dijon :

— Condamnent sans appel la politique de répression syndicale pratiquée par la Direction TH CSF dont Bourgogne-Electronique dépend.

— Constatent que toutes les démarches effectuées jusqu'aujourd'hui auprès de la direction générale TH CSF pour remettre en cause les 23 licenciements sont restés sans effet. Qu'en conséquence, les sections considèrent la direction TH CSF, non seulement complice de la direction Bourgogne-Electronique, mais bien responsable au premier chef de la « chasse aux sorcières » pratiquée à ICC Dijon.

— Affirment qu'elles mettront tout en œuvre pour créer, dans l'unité un rapport de force au niveau du trust imposant la réintégration de nos 23 camarades.

La bataille des examens est toujours engagée **EN ATTENDANT LYON, LES 29 ET 30 MAI**

Saunier-Seité est inépuisable. Elle parle toujours autant. Une mine ! Elle a proféré le 14 mai devant le Parlement des paroles que l'on aurait pu croire dictées par Poniatowski : la violence se replie dans les universités « pour défier les forces de l'ordre, saboter le service public et semer le désarroi dans la jeunesse... Mais les universitaires par respect de leurs traditions et aussi par une politisation intolérante hésitent à prendre leurs responsabilités à

l'égard des casseurs ». Ah, s'ils pouvaient être aux ordres !

Ça se suit et ça se ressemble. Et ça a un ton revancharde en diable. Le pouvoir voudrait bien faire sentir aux étudiants qui est le maître. Une mobilisation maintenue et consolidée doit lui répondre. Dans une double direction. D'abord la bataille des examens que seule la grève peut permettre de gagner. C'est ainsi que l'on peut éviter la dispersion, construire un rapport de force, et imposer qu'il n'y ait

aucune pénalisation pour fait de grève, que l'année soit validée et que les exigences étudiantes concernant les examens soient satisfaites.

Seconde direction : conserver le capital de révoltes accumulées pendant la grève, en s'armant dès maintenant pour une guerre permanente. En jetant les bases d'un mouvement étudiant unitaire et durable, croisant quotidiennement le fer avec l'Université des patrons. C'est le sens de la ren-

contre appelée pour les 29 et 30 mai par l'université de Lyon (Bron) (Rouge du 13 mai).

Une rencontre pour « engager un combat permanent contre la moindre concrétisation de la réforme et plus généralement contre l'École de classe », et à laquelle sont conviées toutes « les structures de luttes unitaires, comités de grève, comités d'action ou de mobilisation » sans aucun préalable.

faites chauffer l'école

● **La solidarité vue par la CGT de Villetaneuse**: la section CGT ATOS de l'Université de Paris Nord vient de donner une merveilleuse leçon de solidarité avec les étudiants en grève. Dans un tract intitulé « les travailleurs ne feront pas les frais d'actions irresponsables menées par un groupe minoritaire », elle explique: « les assemblées générales sont rendues inefficaces par la présence de minorités dites agissantes ». Comprennez, entre autres, mais en premier lieu, la LCR, qui était « à la tête » d'un groupe qui essaya le 6 mai « d'investir et de séquestrer le Conseil d'Université ». Elle poursuit: « le 7 mai les élus de l'UNEF décident d'envoyer une lettre à tous les étudiants pour que tous s'expriment démocratiquement et puissent voter en toute liberté, sans pour autant se retrouver à l'hôpital. C'est alors que les inorganisés, LCR et ses acolytes, envahissent les bureaux de scolarité et empêchent par la violence d'envoyer ce courrier (...) La CGT dénonce les violences dont est victime le personnel administratif que des éléments irresponsables voudraient engager dans une grève illimitée. » Cela pourrait se passer de commentaire. Une simple question: qui représente le mouvement étudiant et respecte sa démocratie; ceux qui le 6 mai investissent le conseil en application d'un vote d'AG ou l'UNEF qui dans le dos de l'AG étudiante fait sa petite correspondance « anti-grève »

● **Médecine**: coordination des C.H.U. parisiens, mardi 18 mai à 18 heures 30 à la Pitié. A l'ordre du jour: les perspectives.

● **Des A.G. votent**: à Villetaneuse contrairement à l'information transmise à la presse par la présidence de la fac, l'A.G. a voté la poursuite de la grève. A Orsay en revanche, par 989 pour et 852 contre, les cours ont repris.

● **I.U.T. de Paris**: nouvelle coordination des I.U.T. parisiens, ouverte aux BTS, ce soir à 18 heures 30 à Jussieu.

● **Maurepas: meeting contre la réforme Haby**: Ce soir 20 heures à la maison pour tous, meeting débat d'information et de lutte contre la réforme. Les organisations CGT, C.F.D.T., S.N.E.S., S.G.E.N. et Cornec exprimeront leurs positions à la tribune. Quant aux lycéens du comité de lutte de Maurepas qui pour tant étaient à l'origine de la proposition

de meeting, du fait de l'opposition systématique de la tendance Unité et Action du S.N.E.S., ils sont interdits de parole à la tribune ! Les pratiques de la fraction du PC dans le S.N.E.S. n'ont même pas le mérite de la cohérence. En effet le 4 mai dernier, les mêmes syndicats ouvriers et enseignants, ainsi que parents d'élèves apportaient leur soutien au meeting organisé à Versailles par la coordination des comités de lutte lycéens du 78 sud. En ce 17 mai, veille de la grève annulée avortée du S.N.E.S., il n'y aura pas que les militants des comités de lutte lycéens pour dénoncer les contradictions de la direction Unité et Action. Doré et déjà, des syndiqués S.N.E.S. de Maurepas se sont engagés à venir au meeting poser des questions gênantes.

● **Fascistes au Quartier latin**: des étudiants de Jussieu ont été « coursés » le jeudi 13 mai par des fascistes qui rodaient au Quartier latin. C'était vers 18 heures. Des étudiants appelés à la rescousse ont riposté. La police est alors, et alors seulement, intervenue. Deux anti-fascistes ont été arrêtés. Et bien sûr les fascistes courent toujours. Collusion flics-fascistes, pensez donc !

● **Enseignants de La Rochelle**: la section SGEN et le groupe Ecole Emancipée de cette ville, en grève le 13 mai, protestent contre la vague de répression du pouvoir qui frappe les travailleurs (à La Rochelle agression des flics contre les travailleurs venus apporter leur soutien à leurs camarades traduits devant le Tribunal des référés), les militants syndicaux... les immigrés... les paysans en lutte... les prétendus démoralisateurs de l'armée. Ils demandent la levée des sanctions judiciaires qui frappent des ouvriers métallurgistes de la ville et la libération de tous les prisonniers politiques.

● **A Antony, les lycéens contre la sélection**: après des 10 % sauvages les 6 et 7 mai au lycée Descartes, organisés par le Comité de lutte, s'est constitué un « réseau », qui avec ses liens dans chaque classe, mène campagne pour l'ouverture des conseils de classe et préconseils et pour la souveraineté des lycéens sur leur propre orientation. Il prévoit de dépister les supports de la sélection, c'est à dire les profs qui se sont distingués par leurs actes ouvertement répressifs.



Aux côtés de la grève étudiante, un mouvement spécifique

LES ECOLES NORMALES AUSSI...

De nombreuses écoles normales ont été en grève ces dernières semaines, cotoyant par leur lutte spécifique le mouvement étudiant. Il y a d'abord la menace du chômage qui assombrit l'avenir des normaliens.

Malgré deux ans de formation qui ne satisfont personne, le sort du normalien, c'est bien souvent d'être nommé « titulaire mobile » appelé pendant quelques années à faire le bouche-trou, ou de se retrouver secrétaire dans un bureau de l'administration, ou encore d'hériter d'une classe de « perfectionnement » sans aucune formation adéquate. La lutte contre la réforme Haby est aussi quelque chose de tout à fait concret dans les écoles normales. Les instituteurs en formation seront censés la mettre en pratique dès leur sortie de l'école. Si les décrets passent, ils devront appliquer les mécanismes à « glissières » qui permettront d'accélérer la marche des plus doués.

De nombreux scandales (répressions, exclusions) engagent des ripostes locales. Mais on se rend compte très vite qu'aucune lutte ne peut effectivement déboucher si elle n'est pas reprise au niveau national, ou au moins régional. Le CFEN, examen qui sanctionne la formation à l'école normale et qui permet tant d'injustices et d'éliminations subtiles, est un barrage de plus sur la voie de la titualisation, et ne pourra être combattu que par une lutte d'ampleur nationale.

C'est pour cela que le mouvement, dès qu'il naît, cherche à se coordonner.

Des coordinations nationales

Les coordinations, les années précédentes, rassemblaient le mouvement normalien à l'appel d'écoles normales en lutte. Participaient, en dehors de quelques représentants d'assemblées générales dûment mandatés, des militants de l'école émancipée, des militants du SGEN et des non-syndiqués. Porteuses de tout l'espoir du mouvement, ces coordinations n'avaient souvent, malheureusement que peu d'impact sur les luttes réelles, hormis dans les écoles qui étaient déjà en grève. C'est pourquoi cette année, les militants de l'école émancipée se sont battus pour que se tienne aussi une coordination des sous-sections du SNI des écoles normales. Cette coordination syndicale étant conçue à la fois comme un outil pour regrouper, dans l'affrontement des diverses positions, des forces pour mener à bien les coordinations d'écoles normales en lutte de manière plus efficace, et d'autre part, comme un lieu permettant de faire payer cher aux réformistes leur hostilité fondamentale aux coordinations d'école normale en lutte, et à la démocratie du mouvement normalien.

La tendance unité et action, de la FEN, animée par les militants du PCF,

après s'être opposée à cette perspective de coordination de sous-sections du SNI a finalement accepté ce cadre, pour s'en servir comme instrument contre la direction de la FEN, animée par des militants socialistes. Ce règlement de compte entre réformistes exigeait que les révolutionnaires soient exclus. C'est à quoi les organisateurs unité et action de la coordination se sont employés par une manoeuvre un peu grosse : en prévenant leur tendance une semaine à l'avance du lieu de la réunion et en triant soigneusement le courrier de convocation aux sous-sections du SNI de telle manière que l'école émancipée ne soit prévenue ni du lieu, ni de l'heure. Les militants de l'école émancipée qui avaient cependant réussi à être présents à cette réunion du dimanche 9 mai sont sortis de la salle pour dénoncer l'opération. Les militants d'unité et action n'ont d'ailleurs rien trouvé de mieux à proposer que de participer à la grève du 18 mai dont on sait aujourd'hui qu'elle n'aura pas lieu.

L'attitude du SGEN

D'autre part, les coordinations du mouvement normalien qui se sont tenues à Dijon, puis à Melun, n'ont pas eues l'ampleur suffisante pour débloquer le mouvement même si elles ont permis des confrontations intéressantes. L'attitude du SGEN, visant, au moins dans sa presse, à s'approprier le mouvement, n'a

pas non plus faciliter les choses. Le dernier numéro de « syndicalisme universitaire » montre assez bien la méthode : le SGEN proclame une quinzaine d'action sur les EN, au moment où il s'y passe des choses ; puis il décrète que tout ce qui s'est passé dans cette période devient « ralliement des tendances minoritaires du SNI » à ses propositions. C'est aussi assez grossier, comme forme d'annexion du mouvement normalien.

Un bilan mitigé

Au total, il n'a pas été possible de faire cette année, tout ce qui aurait été souhaitable : dégager un courant dans les coordinations SNI pour construire une réelle coordination des écoles normales en lutte. On ne pourra y parvenir que si les coordinations démarrent plus tôt et si les luttes sont plus intenses à la base dans de plus nombreuses écoles.

De bonnes raisons d'espérer cependant : la semaine d'action des écoles normales à la fin du mois d'avril, et les actions qui se sont poursuivies et se poursuivent encore, comme aujourd'hui à Lyon, ont été plus générales et plus simultanées que les années précédentes. La grève du 27 avril, souvent anticipée et reconduite, a été effective dans plus de soixante écoles normales. C'est un progrès considérable même si les coordinations n'ont pas porté tous leurs fruits. M.T.

l'homme des casernes

Les curieuses méthodes des officiers du monde libre.

La mort du soldat G. Smith, du 11^e régiment de cavalerie blindée (régiment américain stationné à Falda en Bavière) transpercé par une baïonnette au cours d'un exercice (voir Rouge du 20 avril) a suscité de nombreuses réactions. De la part du médecin du régiment d'abord, le capitaine Mike Cox, qui a immédiatement dénoncé la responsabilité de la hiérarchie militaire dans cet « accident ». De la part de la presse, ensuite, qui s'est indignée des risques que faisaient courir aux soldats des gradés, par trop avides de « réalisme » dans l'organisation des exercices de combat. De la part du commandement enfin, qui, dans les faits, interdit maintenant les exercices à la baïonnette. Ils sont dorénavant simulés, la baïonnette restant au fourreau. On pouvait croire que l'affaire en resterait là. Mais il n'en est rien. Si le commandement a dû reculer, il n'en a pas mois la rancale tenace.

Ainsi, le capitaine Mike Cox, à qui on doit d'avoir brisé le silence que ses collègues gradés comptaient dresser autour de cette affaire, a eu la surprise de se voir convoqué récemment à Francfort pour subir des examens psychiatriques. Très vite sa surprise s'est transformée en indignation. Les entretiens qu'il a eu avec le psychiatre colonel Holzman n'avaient de toute évidence qu'un but : démontrer son irresponsabilité, ses défaillances psychiques.

Informés, les soldats du 11^e RCB prennent fait et cause pour le capitaine et commencent à se poser des questions sur les méthodes qu'emploient les officiers. Se rendant compte de la gaffe, la hiérarchie tente une nouvelle fois d'étouffer le scandale. Affaire à suivre.

Tom Jordan

Bernard Moreau passe demain devant le TPFA

Mardi 18 mai à 13 heures comparaitra devant le Tribunal Permanent des Forces Armées de Reuilly (TPFA, 20 rue de Reuilly 75 012 Paris, Bernard Moreau.

Bernard Moreau est inculpé d'insoumission et de refus d'obéissance. Il est membre du Groupe Insoumission Totale de Nantes (GIT) et d'ICI.

Insoumission collective Internationale.
51 rue de Gand 59000 LILLE.
(20) 52 90 25.

« Plein les guêtres », bulletin du comité de soldats de la base aérienne 702 de Bourges-Avord, vient de sortir son cinquième numéro, essentiellement centré sur le problème de la « récupération » des heures de service supplémentaires.

**Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque**

Semaine des femmes à la MJC de Fresnes

LE SUCCES D'UN PARI

Entrée, 10 F, on sait pourquoi : dès après la caisse, une affiche « Où va votre argent ? » donne le détail des frais de la semaine. Ici, tout est expliqué, commenté par des panneaux, dans les salles et dans les couloirs, organisation des tâches, coût des repas, programmes, débats au tour de la semaine.

Le débat principal portait sur la mixité ou non de la semaine. Toutes les positions sont affichées. Finalement la mixité fut décidée : des femmes de Fresnes, venues voir, avec leurs maris peut-être, auraient pu ne pas comprendre. Par contre, il y a une salle réservée aux femmes, mercredi soir, une rencontre y a eu lieu entre les groupes de femmes de la région : une prise de contact, où ont été posés les problèmes communs aux groupes présents : isolement, difficulté d'articuler les discussions « groupes de conscience » avec une intervention en direction des femmes du quartier.

Les tâches techniques aussi

Hors de la salle des femmes, les femmes sont partout, ce sont elles qui donnent couleur et chaleur à la semaine, dans les débats, dans la salle de spectacle, autour des expositions, des livres, des tables où l'on peut manger, parler. Et aussi, dans la cuisine, à la crèche, dans toutes les tâches techniques : elles l'expliquent par une affiche : étant donné que l'organisation de la semaine a été prise en charge uniquement par des femmes, que tous les choix ont été faits par elles, nous ne voulons pas que les hommes n'aient qu'un rôle d'exécutants, c'est à dire que nous ne voulons pas renverser les rôles traditionnels : l'homme décide, la femme exécute.

Expositions de tissage, de peintures, dessins, photos, montages vidéo, films, faits par des femmes, on n'a pas l'occasion d'en voir très souvent, y compris

parce que certaines se refusent à entrer dans le circuit commercial traditionnel. Les organisatrices de la semaine tenaient à rassembler le plus possible d'œuvres de femmes, elles tenaient aussi à ce que les réalisatrices soient présentes dans les débats.

De toute la région

Une moyenne de 200 personnes par jour a participé à la semaine, une grande majorité de femmes, bien sûr, un peu plus d'hommes samedi soir. On sentait par la bonne organisation de la semaine qu'elle avait été préparée, débattue collectivement. Il est encore trop tôt pour en tirer le bilan et savoir quel impact elle a eu sur les femmes du quartier. C'est de toute la région que des femmes sont venues. Du point de vue des débats, des spectacles, des rencontres qui y ont eu lieu, la semaine femme de Fresnes a été un succès.

N.T.

Infos femmes

Plusieurs réunions comportant l'ensemble des courants du mouvement femmes ont déjà eu lieu pour examiner les perspectives du mouvement de femmes sur la question du viol. Deux cent femmes, dont de nombreux groupes de quartiers étaient réunis lundi dernier. Aujourd'hui à 20 H une autre réunion aura lieu pour déterminer les axes de cette campagne avec pour perspective un forum du mouvement femmes. Réunion aujourd'hui à 20H au 12, rue du renard PARIS 75004.

Une coordination des groupes de la région parisienne s'est réunie vendredi 14 mai et a discuté des répon-

ses à apporter à la lettre circulaire de la CGT à propos des « frictions » qui ont eu lieu le 1^{er} mai entre le SO de la CGT et le cortège des femmes. Outre une lettre réponse préparée par un collectif de femmes de la coordination, aura lieu vendredi 21 mai une nouvelle coordination à 19 H à Jussieu-T. 46. Cette coordination a pour but de préparer une conférence de presse où seront présentés des documents photos, témoignages de groupes, bandes vidéo, motions de sections syndicales CGT et CFDT.

Toutes les femmes qui auraient d'autre matériel peuvent l'apporter

à cette coordination. Un dossier sera constitué pour la presse.

JOURNÉE FEMMES A JUSSIEU

Le mercredi 19 mai, le groupe femmes Jussieu organise une journée femmes.

- 10 h : Forum, les femmes dans les luttes : Lip, Prisu, 1^{er} Mai, luttes étudiantes, Commissions : les femmes et le travail, les femmes et le fascisme, les femmes au Vietnam.
- 14 h 30 : Abelita Requena : entrée 5 F.
Bouffe, vente de livre.

TRIBUNE libre

Le syndicat de la Médecine générale

Le SMG, syndicat de la médecine générale, regroupe des médecins généralistes à l'exclusion des hospitaliers et des spécialistes. Il a joué un rôle actif dans les récentes mobilisations contre l'Ordre.

Aujourd'hui, un nombre toujours plus grand de médecins généralistes de base ressent les conséquences de l'inadaptation du système médical français, et en particulier les problèmes de l'exercice quotidien. (...)

Alors, comment mettre fin à une telle situation ?

(...) Ce n'est certainement pas par des réformes dans le cadre de l'organisation actuelle de la médecine comme le proposent les syndicats médicaux traditionnels. Cinq points sont fondamentaux :

1) Diminuer le nombre des malades en luttant contre les véritables causes des maladies.

On veut faire croire que grâce à une science toujours plus développée, à des thérapeutiques toujours plus compliquées, la médecine pourra à elle seule résoudre l'ensemble des problèmes de santé de notre pays.

En fait, la diminution du nombre des malades ne pourra se faire sans une prévention globale des maladies, c'est-à-dire une lutte efficace contre tous les facteurs pathogènes de la société.

2) Imposer une formation adaptée aux besoins.

Le généraliste est rapidement conduit, après une formation universitaire le plus souvent inadaptée, à une pratique empirique. (...)

La formation et la recherche doivent faire partie intégrante de l'activité du médecin généraliste. La formation doit être rémunérée, adaptée à la pratique quotidienne obligatoirement intégrée dans la journée de travail, et être l'occasion d'un travail collectif enrichissant.

Par ailleurs, il est inconcevable que l'on puisse prescrire sous la pression des laboratoires pharmaceutiques. Toute forme de publicité médicale doit être interdite ; il est urgent d'exercer un contrôle réel et indépendant sur l'information scientifique des médecins.

3) Transformer les conditions de travail

Le travail du généraliste doit nécessairement comprendre trois volets (tiers-temps) qui sont : l'activité curative, la prévention, la formation permanente et la recherche.

Une telle conception du travail médical s'oppose à trois causes fondamentales de la mentalité actuelle de la médecine française : le paiement à l'acte, l'individualisme et le fossé qui sépare l'hôpital de la médecine de base et de la vie quotidienne des gens. Et elle n'est réalisable que dans le cadre de la suppression du paiement à l'acte, et d'un travail collectif avec tous les travailleurs de la santé dans un secteur géographique donné.

La rémunération du médecin doit cesser d'être uniquement celle de ses activités curatives. Toute son activité doit être prise en compte. Il faut donc le rémunérer « à la fonction ».

4) S'opposer à l'emprise du profit sur la médecine.

a) L'activité médicale doit cesser d'être synonyme d'activité commerciale. Le paiement à l'acte, incitation à « une médecine à la chaîne », doit être supprimée. (...)

b) Les activités du médecin généraliste ne doivent plus être soumises aux pressions financières des banques de crédit.

c) Il est intolérable que ce soit la politique du profit maximum et les lois du marketing qui président à la recherche et à la production des médicaments, et non les besoins sanitaires réels de la population.

d) Enfin la pathologie du travail est chaque jour plus développée et la lutte des travailleurs contre les mauvaises conditions de travail joue un rôle important dans sa prévention. Il est donc fondamental que l'activité médicale soit indépendante du pouvoir patronal, et en particulier les médecins du travail. De la même façon, le contrôle médical exercé par les sociétés privées, type Securex, doit être condamné.

5) Etre responsable devant la collectivité

Le médecin est actuellement soumis à une double juridiction : il peut être condamné pour ses fautes par les tribunaux, mais aussi par l'Ordre. Or, rien ne peut justifier cette situation. (...)

Et puisque, par ailleurs, l'Ordre s'est toujours fait le garant d'une morale et d'une politique des plus conservatrices, nous réclamons l'abolition de l'obligation légale de cotiser.

Syndicat de la médecine générale,
Boîte postale 8,
92220 Bagneux

Les beautés de l'olympisme

(Cette petite chronique paraîtra régulièrement dans Rouge jusqu'aux Jeux Olympiques)

• Les heures supplémentaires des policiers montréalais qui assureront la sécurité des JO, au lieu de prendre leurs vacances d'été, coûteront 3 millions de dollars à l'administration de la ville.

• Pour subventionner en partie les frais occasionnés par les Jeux, le gouvernement du Canada a inventé une « loterie olympique ». Celle-ci a établi un record du monde avec un chiffre d'affaire de 75 millions de dollars pour un seul tirage.

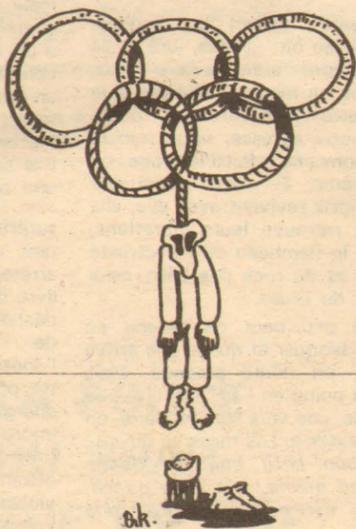
• Le responsable des « relations ouvrières » sur le chantier olympique a récemment dû démentir des allégations selon lesquelles la régie aurait acheté le « calme » sur le chantier en engageant, au prix fort, tous les syndicalistes « dénoncés » par la commission d'enquête sur le crime créé au Québec.

• Le gouvernement du Québec a prévu que le coût total des JO devrait se situer aux alentours de 1 325 millions de dollars. Ce coût sera vraisemblablement dépassé.

• A l'exception d'une demi-heure de démission pour les enfants le matin, d'un film le soir, et de deux bulletins d'information de 30 minutes chaque, les émissions de télé de Radio Canada seront exclusivement consacrées aux JO. 14 H 30 d'antenne chaque jour et cela du 17 juillet au 1^{er} août.

• On n'arrête pas le progrès : la flamme olympique sera allumée à Olympie le 13 juillet puis transportée à Athènes. Un signal lumineux sera transmis par satellite pour allumer la flamme au moyen d'un rayon laser à Ottawa. Près de 3 000 canadiens ont posé leur candidature pour faire partie de l'équipe de 500 membres qui se relayeront pour porter la flamme à Montréal et Kingston, où se dérouleront les JO de voile.

• Sous prétexte que les JO sont habituellement le rendez-vous des pickpockets du monde entier, cent policiers, spécialement formés, patrouilleront en permanence parmi les spectateurs des JO, sur les stades, dans les métros et tous les lieux publics.



Presse parallèle

Grand colloque de la petite presse

Le Syndicat de la presse parallèle organise le week-end prochain un colloque qui doit réunir le plus grand nombre possible des journaux de la petite presse. Ce colloque est le résultat du travail d'une petite équipe réunie autour du journal *Steppes poétique* qui a pris en deux ans plus de deux cent contacts pour « regrouper les journaux parallèles, les sortir de leur jungle et de chacun-pour-soi, monter un groupe d'action solide pour contrer le pouvoir et sa censure. Aider les journaux en difficulté, tant au niveau financier qu'au niveau de la loi, regrouper la presse parallèle et la faire reconnaître comme telle ». Une vingtaine de journaux sont déjà adhérents au syndicat.

La réunion sera l'occasion de discussions et de confrontations entre ces journaux et aussi avec certains journaux d'extrême-gauche qui sont invités aux débats. Elle se terminera par une après-midi-spectacle, le dimanche, à laquelle tout le monde est invité (entrée

libre) où de nombreux groupes peu connus prendront la parole (Atelier chanson de la MJC de St Denis, des poètes, des auteurs compositeurs, les groupes Utopie : musique acoustique, etc...). Alors, camarades syndiqués...

MEFIEZ-VOUS DES IMITATIONS...

On a trouvé ça dans *Valeurs Actuelles* du 10 mai :

■ Un « Ceres giscardien » ? Des républicains indépendants proches de Jacques Dominati lancent un bimensuel de huit pages intitulé : « Avant-Centre » Militant, politique et polémique, style « Rouge ». Objectif de ses rédacteurs : en faire l'organe d'un « Cerel », Centre d'études et de recherches libérales, qui correspondrait chez les RI à ce qu'est le Ceres dans le parti socialiste.

Débordants d'imaginations ces giscardiens !

Toulouse-le-Mirail

**QUAND, PAR LA FÊTE,
LES HABITANTS PRENNENT
LEUR VILLE EN MAIN...**

**Fête populaire du quartier
à la Reynerie le 22 mai, à
Toulouse-le Mirail.**

La Reynerie, c'est la 2ème tranche de construction de la nouvelle ville satellite : « Le Mirail ». Après six ans, c'est toujours un vaste chantier où sont parqués des milliers de gens sans que les équipements collectifs prévus soient encore construits. Tous les jours, on voit les terrains encore libres être utilisés par la promotion privée... Pas d'équipements sportifs, pas de centre de rencontre pour les habitants, des maternelles surchargées, une seule crèche, une halte-garderie...

Le paravent

A l'initiative du groupe PS du quartier, une réunion s'est tenue où étaient invitées toutes les forces politiques et associations du quartier. Dès la première réunion, le PC jetait une exclusive sur la LCR. Une discussion vive s'est engagée dans laquelle le PC s'est retrouvé isolé face à la protestation de toutes les associations présentes. La déroute fut totale lorsque le représentant du PC voulut aussi jeter l'exclusive sur le groupe Femmes-Mirail.

Sommé de s'expliquer, il prétendit tantôt que le groupe femmes était des « gesticulatrices du MLF », tantôt que d'était un paravent des gauchistes... protestations de l'UFF, de la fédération Cornec et de tout le monde qui a sifflé, et bien ri !

En attendant, les manoeuvres sectaires du PC n'ont pas payé : toutes les associations se sont mis d'accord pour organiser seules la mobilisations (cf le tract ci-joint) et ont demandé aux organisations politiques de les soutenir.

7 000 tracts

7 000 tracts doivent être diffusés ces jours-ci pour appeler les habitants à une AG préparatoire vendredi 14 mai où sera proposé, pour la fête, le déroulement suivant :

- 10 h : marché sauvage (vente de vin des viticulteurs) pour protester contre le manque de marché de plein vent.
- 11h 1/2 : pause symbolique de la 1ère pierre d'une Maison de quartier, lieu de rencontre pour tous que nous voudrions gérée par pes habitants eux-mêmes.
- 12 h : apéritifs et conférence de presse.
- 14 h : concours de boules, jeux et sports ; match de foot adultes et enfants sur les pelouses pour protester contre l'interdiction faite aux gosses de jouer sur les pelouses et pour dénoncer le manque d'équipements sportifs.
- Forums prévus sur le logement, l'urbanisme, les femmes etc... entrecoupés de musique, marionnettes, jeux etc...le soir bal.

La liaison avec les luttes.

En même temps, chaque association prévoit un stand animé sur les revendications et les luttes. Les sections syndicales des entreprises voisines sont invitées à participer à l'information de la population sur les problèmes dans les boîtes.

Les organisations politiques, tiendront chacune un stand. Le PC a du admettre la présence d'un stand de la LCR.

Enfin, un film vidéo sur la vie quotidienne des enfants au Mirail sera réalisé par un groupe de femmes de l'UFF et du groupe femmes Mirail et sera diffusé le jour de la fête.

A l'occasion d'un livre de Jim Morrison

James Douglas dit Jim : chanteur de rock né dans le Sud des Etats-Unis, mort à Paris en 1971 à 27 ans. Etudiant en cinéma à Los Angeles, il devint le chanteur d'un groupe de rock qui, sur ses instances et en hommage à William Blake, fut appelé *The Doors*. Le groupe connut assez rapidement un grand succès. La voix de Morrison, alliée à un son instrumental original, la qualité des textes que Morrison écrivait et leur traduction immédiate dans les compositions furent les raisons de cette reconnaissance par le public de ce qu'il est convenu d'appeler la pop music (voir article *Pop music*). Morrison ne cessa jamais de concevoir son acte musical comme une provocation, c'est ainsi par exemple qu'il lui arriva de se masturber sur scène et qu'il transforma un jour son concert en une manifestation anti-nucléaire. Il était interdit de séjour dans plusieurs Etats des Etats-Unis. Il a déclaré : « *Nous sommes des politiciens érotiques.* »

En France, les *Doors* ne furent largement connus qu'après la mort de Morrison survenue à Paris un soir de 1971. Sur cette mort ont circulé toutes sortes de légendes ; la vérité est que la star était alcoolique et droguée.

Morrison laisse deux recueils d'aphorismes et de poèmes écrits en 1968-1969 et traduits en Français en 1976 seulement : *Seigneurs et Nouvelles créatures*.



seigneurs et nouvelles créatures

les seigneurs. Les événements se passent au-delà de notre connaissance ou contrôle. Nos vies sont vécues pour nous. Nous pouvons essayer seulement de faire des autres des esclaves. Mais peu à peu les perceptions spéciales se développent. L'idée des seigneurs commence à se forger dans certains esprits. Nous devrions les engager dans des groupes de voyants pour faire la tournée du labyrinthe pendant les mystérieuses apparitions nocturnes. Les seigneurs ont des entrées secrètes et connaissent les déguisements. Mais ils se trahissent par les menus faits. Trop d'éclat de lumière dans l'œil. Un faux geste. Un regard trop appuyé, trop curieux.

Les seigneurs nous apaisent avec des images. Ils nous donnent des livres, des concerts, des galeries, des théâtres, des cinémas, surtout des cinémas. A travers l'art, ils nous troublent et nous rendent aveugles à notre esclavage. L'art décore les murs de nos prisons et nous garde silencieux, divertis et indifférents. Morrison - *Seigneurs et nouvelles créatures* - Editions Christian Bourgois, P. 165

LE SEIGNEUR ET LES ANNEAUX

« *Nous vivons tous dans la ville... Un anneau de mort avec le sexe en son centre.* »

Las des offices rock et désirant ne plus vivre en star, Jim Morrison est mort délibérément avant trente ans, non pas suicidé mais sa vie épuisée. Il reste au Père Lachaise une tombe mal déterminée où pèlerinent en nombre les échappés des années soixante et leurs enfants. « *Caméras dans les cercueils interviewant les vers de terre.* »

« *J'ai fait une descente au fond de l'Amérique / I took a trip down to America.* » *Seigneurs*, notes sur la Vision, développe en un sens quasi-photographique cette parole chantée de

Morrison, ainsi : « *Cercles modernes de l'enfer : Oswald tue Président. Oswald entre dans taxi. Oswald s'arrête à pension. Oswald tue agent Tippit. Oswald enlève veste. Oswald est capturé.* »

« *Il s'est enfui dans un cinéma.* » Le livre parle d'un système totalitaire fondé sur la vision, l'Amérique. Surpris, il nous faut l'aborder sans demander à nos vrais et faux souvenirs de nous y guider. « *Quand la musique est finie, éteins la lumière / When the music's over turn out the light.* » Le livre avait été édité à compte d'auteur secrètement et souterrainement par Morrison qui y avait mis une part de lui-même qu'il ne voulait pas livrer à la

cerémonie du rock. Il doute ici des vertus de la fête. Les visions sont à double sens, pendant que la musique et la voix déroulent les métamorphoses, nous sommes réduits à une paire d'yeux fixant le noir. Constat de cette fêlure, *Seigneurs* éclaire et assombrit le rock en son moment le plus dense, révolte des séquestrés de l'Amérique et musique en acte, il cherchait à briser le cercle de la passivité voyeuse mais il confortait en même temps la cécité. Lire ensuite *Nouvelles créatures*, poèmes de la Vision passés au crible des notes préalables, c'est retourner à une écoute inquiète maintenant de l'alchimie musicale des *Doors*.

Marc Corti

Après le concert de Patti Smith à Paris

TIENS LE COUP, PATTI

Tiens, pour une fois on passe pardessus les à-côtés : la salle trop petite, le pousse-pousse à l'entrée, le service d'ordre pas trop gros mais efficace, le prix des places, etc.

Organisateurs, maison de disques, presse spécialisée ont promis, juré... Ils la tiennent, ils vont l'aider, la faire sortir, lui donner tout les moyens, elle est là la nouvelle vedette, l'extraordinaire boule de nerfs qui vous agresse, vous remue, orie et vous convainc... Patti la rouge, on l'a appelé même. Et même aussi que Morrison, Hendrix revivent avec elle, elle les sent, elle retrouve leurs vibrations, elle tient bon le flambeau de l'électricité de New York et du rock pas bête, celui des tripes et du blues.

On a un peu peur de revenir en arrière, de se bloquer et quand elle arrive en sautillant, on doute presque. Mais trois coup de poing en l'air, une violence toute naturelle, une voix sûre et claire, on sourit, on s'extasie. Les mecs se disent : « *Tient un bon petit bout de bonne femme, quand même, elle a du punch, pourtant elle est petite, maigre, frêle même* »

Mais on dirait qu'elle se réveille, sort d'une prostration, d'un accablement énorme, tout pèse sur elle et elle se débarasse de tout, petit à petit. Un mec lui crie de foncer ; elle mime un gros mâle viril et l'agresse comme si elle lui cherchait des crosses, elle s'arrête tout d'un coup et engeule l'éclairagiste qui tient absolument à l'éblouir, elle déchire un article sur elle que lui tendait un spectateur et l'éparpille sur le public, en mille morceaux, elle parle ses chansons et tortille ses poings dans ses poches comme une petite fille.

On n'ose plus bouger surpris devant une telle force calme et tant d'assurance. Elle en profite pour arrêter une nouvelle fois tout, prendre un livre de poème de Jim Morrison et nous déclamer la rage et la force du texte et de l'histoire de l'électricité et de l'énergie dont elle a besoin pour se battre pour vivre. Elle va la chercher, son énergie, ses chez musiciens et tout en improvisant sur le texte de Morrison, elle tire tout à elle ; le guitariste s'écrase en offrant ses cordes et sa musique, la violence prend place et elle s'intensifie, l'amplifie, la récupère et la transmet,

Les décibels sont partout et c'est quelqu'un de fort et de confiant qui entoure Gloria, le vieux morceau des « Them », on my génération des Who, le public est un cinquième musicien et tout est sûr, ferme, définitif. Elle nous a ramenés, aiguillés, nous sommes en place, nous existons, comme elle existe sans plus jamais se laisser faire : oui, c'est à elle qui a tout fait, les organisateurs, producteurs, et autres requins n'y sont pour rien.

Seule son existence est créatrice, son existence de femme, de new yorkaise, de musicienne et même cassée en deux ou couchée par terre, elle se défend toujours et n'a besoin de personne et de rien à part son besoin de crier. Dans le métro, écrasé et perplexe, je me suis demandé qui était le plus atteint de nous qui avions repris espoir ou d'elle qui, arrivée à 17 h, repartait le lendemain à 10 h.

Ça donne envie de dire, quand on se souvient de Morrison, Hendrix et Janis Joplin : tiens le coup, Patti. Tu nous aides à survivre, et tu nous donnes envie de vivre.

A. Bretzel

ACHETEZ
ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE

Nuit du jazz, mercredi, à la Mutualité

UN QUARTET DE QUARTETS

Elvin Jones quartet,
Frank Wright quartet,
Billy Harper quartet,
Noah Howard quartet.

Roule en caisse claire et coup de pied de l'âne vers le bas pour que ça vibre avec, par dessus le marché, le sifflement continu des cymbales battues, l'espace rythmique saturé. Elvin Jones batteur. A croire que rien d'autre ne pourra se produire dans cet enchevêtrement de figures jusqu'à l'inaudible. Quand pourtant venaient s'y inscrire les longues envolées lyriques de John Coltrane au saxophone et les audaces harmoniques de Mac Coy Tyner, soutenant-découpant, au piano. Elvin Jones, batteur, inventait une nouvelle façon de battre (au-delà du tempo) contribuant ainsi à créer cette nouvelle façon de jouer ensemble qui bouleverse encore la scène du jazz (et pas seulement elle ?...)

Depuis, les enregistrements d'Elvin Jones en leader ont été plutôt décevants. Les recherches mélodiques de Coltrane applaties à un exotisme de mauvais aloi et la batterie au premier plan répétant des formules quelque peu stéréotypées... Sur scène, ce peut être différent. Finies les balances sophistiquées, les échos de mauvais goût, les

polissages et triturages de studio dans le seul but de mettre « la vedette » en avant. Quatre musiciens qui joueront ensemble, prendront les mêmes risques... Ecoutons voir.

Frank Wright quartet : « Les sonorités sont aigres, ardues, dures, sales, autant dire laides et insupportables, le discours est dévoyé, les hurlements nombreux. Cette musique de la colère (fabriquée, entretenue, mise en scène pour des raisons d'opportunisme politique — on crie avec les touts en se disant révolutionnaire) s'accompagne d'une gesticulation héritée du plus vulgaire du rock and roll. Cela demande beaucoup d'énergie, elle serait mieux employée pour faire de la boxe ; cela serait moins bruyant, gueulant. Confondant engagement et musique réellement révolutionnaire, de jeunes inadaptés prennent ces sauvageries pour de l'art utilement progressiste. »

Voilà ce qu'André Francis, spécialiste du Jaze à France-musique, écrivait à propos de Frank Wright, en un discours frisant le racisme (« les nègres me plaisent davantage quand ils se font casser la gueule sur les rings impérialistes que lorsqu'ils se mêlent de se battre pour leurs droits... »). De fait, F.W et ses complices n'ont pas sur scène l'air constipé qui sied si bien aux présentateurs de France-musique. Ils s'amuseinent même franchement. Ce plaisir déplaît à M. Francis. Ses oreilles de bidet ne sont pas

celles d'un public de plus en plus nombreux pour le quartet de Frank Wright. Ou peut être faut-il mettre ce succès grandissant au compte de l'augmentation de la délinquance... Mercredi, il y aura des trouvaillies du côté du free.

Noah Howard — qui fit partie naguère du groupe de Frank Wright — suit une démarche toute différente. Opérant par retours successifs sur les musiques de ses « maîtres » (Coltrane surtout mais aussi Albert Ayler, Ornette Coleman...). Noah racontent des histoires jamais achevées, remises en scène à chaque thème, à chaque improvisation. A chaque étape de son patient travail, il peut étonner ou décevoir... ne pas le lâcher d'une semelle.

Billy Harper fit ses débuts avec Elvin Jones — et ainsi la boucle est bouclée —, on l'a entendu récemment, excellent sideman dans le groupe de Max Roach (aurait-il une prédilection pour les batteurs ?). S'il n'est pas un novateur, il cherche, au sein d'une forme musicale assez classique, à retrouver toutes les musiques de sa communauté. Les réminiscences ne manquent pas, de Lester Young à Sonny Rollins, en passant — inévitablement — par Coltrane. Un musicien en « formation permanente ».

Bref : un quartet de quartets qui nous promet une longue nuit. Une nuit sur laquelle planera l'ombre paradoxale de Coltrane : lumineuse.

P.-F. Domaine

« télévision »

TF 1

14.00 **Bon anniversaire au festival**
Courte émission où un petit film de Jean-Pierre Qualid retrace l'histoire du festival de Cannes.
19.20 **Actualités régionales**
20.00 **Journal**
20.30 **Niagara**
Un film d'Henry Hathaway, avec Marilyn Monroe.
21.55 **Les lieux, de Marguerite Duras**
Deuxième émission, deuxième rencontre avec Marguerite Duras.
22.55 **Journal**

A 2

18.30 **Journal**
18.55 **Des chiffres et des lettres**
19.20 **Actualités régionales**
20.00 **Journal**

FR 3

19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Tribune libre**
Julia Kristeva (professeur de philosophie à l'université Paris VII) : l'art et la création artistique.
19.55 **Flash Journal**
20.30 **La femme en bleu**
Un film de Michel Deville avec Michel Piccoli.
22.00 **Journal**

prise de parole



QUE DE CONTRADICTIONS !

On dirait que les rédacteurs « cultureux » de Rouge ont tout pigé. Ils s'adressent vachement à la classe ouvrière avec Braxton, Patti Smith et Gong... tout en étant bien sûr le fer de lance de l'avant-garde (comme il est dit dans les lignes du journal) « intellecto-petite bourgeoise » du free-jazz, du rock et de l'underground (sic !).

Savoir de quoi on parle

Quand on se veut près du peuple,

on dénigre en effet les lois du show-bizz, mais on essaie aussi de savoir de quoi on parle. Dans l'article « de fond » sur KCP, le sieur Bretzel, qui a tout compris, explique que Zao est superprofessionnel, anti-traîne-savate, etc. Mais, mon cher ignare où va-t-on ? Tout simplement vers de Bowie et autres Patti Smith ou Rolling Stones, beaux produits manufacturés par le professionnalisme du show-bizz des KCP et autres. Que de contradictions quand, dans la page suivante, on encense cette chère Patti sans savoir si KCP ou Woh-

Woh est là-dessous ! Pourquoi vous enfouissez-vous sous ces merdes de contradictions ?

Eclatez-vous...

Tout simplement, mes chers petits scribouillards, parce que Patti Smith ou Lou Reed on vibre, on décolle, on s'éclate... même si ça pue les dollars escroqués aux éconocroques des spectateurs. KCP et RTL s'en bourrent les poches : il faut le crier. Mais éclatez-vous quand même ou parfois laissez-vous éclater. De toutes façons, quand on regarde de près, Lou Reed, Feelgood, Genesis ou R. Stones c'est de la vraie merde socialement, économiquement et politiquement parlant, alors n'essayez pas d'acrocher un sourire ou un clin d'œil à votre égard, pour aussitôt dire que untel ou unetelle « vaut le coup » ou pas car à ce jeu-là le rock ou la pop ne tiendront pas longtemps une place qu'ils méritent dans votre journal, surtout si vous ne savez pas en parler ou si vous ne vous servez pas des choses ou des gens qui vous entourent et qui dans le fond vous aiment bien quand même.

La musique ne supporte pas la médiocrité

L'art et surtout la musique ne supportent pas la médiocrité, alors ne les décevez pas. Ils attendent beaucoup de votre bagarre quotidienne, alors faites en sorte de ne pas vous gourrer (un peu paternaliste, le mec !). Désolé mais je ne possède pas le langage de chez vous qui, une fois encore, vous éloigne des couches laborieuses.

Une réponse :

DES NAIFS, MAIS PAS DES PARANOS...

L'agression est claire : avant de nous parler musique, vous les militants tristes et « responsables », avant de nous faire des analyses brillantes (et inintéressantes ?) sur le show-bizz et le régime de requins qui tournent autour, allez vous éclater dans quelques concerts, apprenez à parler de la musique et perdez votre langage démagogique et ouvriériste, alors vous commencerez à intéresser ceux qui depuis longtemps résolvent leurs problèmes avec un Feelgood, pour se défouler, un Lou-Reed pour agresser, et un Genesis pour planer.

Le royaume du privilège

Bon d'accord, plus rien à dire, on n'y connaît rien, autant demander aux speakers professionnels et spécialisés de Rock and Folk ou d'ailleurs de nous vendre de temps en temps un délire, ou tel ou tel groupe de passage à Paris, on sera à la page, on vendra plus parce qu'on aura de belles signatures au bas de nos pages et... rien n'aura changé au royaume de la spécialisation et du privilège.

On aura de toutes façons la solution d'aller de temps en temps se défouler de nos longues journées militantes dd dans un concert où on ne voit pas trop les chiens du KCP ou bien (ce qui est tout aussi frustrant) dans un petit concert d'avant-garde où on se prend un « pied pas possible » à 100 ou 200 spectateurs connaisseurs.

Vivre de la musique

D'accord, mais, moi, militant, il se trouve que de temps en temps, et même assez souvent il me prend comme qui dirait un espèce de... désir. Oh ! Juste une petite demande, pas trop quand-même ! j'ai envie de faire, d'écouter, de vivre de la musique et parfois même d'en parler (bien que ce soit à priori très contradictoire de parler d'un autre langage).

Et cette envie, j'ai parfois l'impression qu'elle est brimée, bafouée, détournée, récupérée, utilisée. Alors je

regarde d'un peu plus près, le prix des places, l'installation des salles, le nombre de concerts et déjà je me pose des questions. Je fouille un peu et je trouve des maisons de disques, des organisateurs, un truc bizarre qui s'appelle la SACEM, et parfois même des chiens et des fascistes. Merde, encore des histoires politiques, de fric etc. Ils pourraient pas se fourrer ailleurs des chiens, ces rapaces ? Ensuite, bien assis et bien à l'abri (de quoi au fait ? de la rue ?) et si j'arrive à oublier tout ça, je m'éclate moi aussi grâce aux quelques musiciens qui ont survécu aux requins et qui se suicident sur leur musique pour le plus grand plaisir de quelques milliers de « spectateurs » ravis de pouvoir vivre un moment grâce à l'autre, le pantin qui est sur scène.

Ouf, j'ai repris des forces, vivement le prochain...

Et s'il y avait beaucoup plus ?

Et, si on avait plus, beaucoup plus, quelque chose qui ressemblé à la possibilité de vivre tout le temps, de faire de la musique comme celle d'écouter l'autre, quelque chose qui ressemble à rien sinon justement à certains délires de certains musiciens ?

Et si d'ici là ça voulait dire qu'il existe une pratique de la musique, de l'organisation des concerts, et même de la critique musicale ? Et si ça voulait dire se battre contre l'hégémonie capitaliste sur la production et la distribution musicale qui réduit, très particulièrement en France, la vie et la recherche musicale à une peau de chagrin ridicule quand on sait ce que représentent les milliers de musiciens qui n'ont pas droit à l'expression et qui veulent jouer ?

Et si ça n'empêchait pas une discussion ouverte et totale (même entre les militants, loin d'être unanimes, comme on voudrait le faire croire) sur la musique et son contenu esthétique réel ou irréel ?

Peut-être bien que c'est possible, et en tout cas, on va essayer, car on est peut-être des naïfs, mais pas des paranos.

A. Bretzel.

Dans l'objectif

BORDEAUX

Magnum passe aujourd'hui à l'Alhambra de Bordeaux

CLERMONT-FERRAND

C'est aujourd'hui que commence une exposition que présente le Comité Larzac : « Le Larzac, Naussac et la lutte contre les centrales nucléaires et les camps militaires » (pendant l'exposition, débats et films en soirée). Elle est ouverte tous les jours de 13 h 00 à 24 h 00, ancien lycée Blaise Pascal — Salle 146.

« C'est dans la but de nouer des liens étroits avec toute la population du quartier, que la MJC sortira de ses quatre murs et descendra dans la rue ». « Sur les terrains proches de la MJC, après 17 h 00, folk, jazz, rock, représentations théâtrales ». C'est ainsi que la MJC présente sa semaine (jusqu'au 20 mai). Ce soir à partir de 18 h 00 animation avec la Troupe de la mjc de Vichy, ensuite l'atelier Bulle donnera Le jour de la dominante, de Rebé Escudé. LYON

Le cinématographe présente du 17 au 24 mai, trois films suivis de débats pour illustrer les dangers de l'énergie

nucléaire : pollution thermique et radioactivité, société policière et concentrationnaire, atome militaire. Au programme : La bombe (de P. Watkins), Kashma-Paradise (de Benie Deswartes), Docteur Folamour (de Stanley Kübrick). Ce soir à 21 h 30 conférence de présentation par M Dupupet et diaporame : L'énergie nucléaire.

RENNES

Un débat à la Maison de la Culture : le devenir de l'espace rural : les villes nouvelles et les pays. 20 h 30, entrée libre.

PARIS

THEATRE

Henri Grugman passe tous les soirs à 20 h 00 aux Blancs-manteaux. Un spectacle sur le quotidien, sur l'insolite. Un spectacle qui s'intitule : Gueule de tabouret. Jusqu'à la fin mai.

Générale ce soir d'une pièce de Jean-Pierre Bisson : Encore un militaire ! (pièce qui passera à partir de demain au théâtre Récamier, à 21 h 30. 3, rue Récamier — Tel : 548 63 81.



Les femmes américaines revendiquent l'égalité des droits

UNE BATAILLE DE 200 ANS

L'Equal right amendment a été présenté au congrès pour la première fois en 1923, soit quatre ans après qu'il ait été adopté le 19^e amendement à la Constitution accordant le droit de vote aux femmes. 1919 : une première bataille longue de 130 années venait d'être gagnée. En effet, lorsque la Constitution de l'Etat fédéral avait été adoptée en 1789, un seul Etat, le New Jersey avait décidé d'accorder le droit de vote aux femmes. Mais il s'était empressé de leur retirer en 1807, après que ses dirigeants politiques - des hommes, naturellement - aient affirmé que les femmes ne votaient « jamais pour le bon candidat ».

C'est en 1848 que, pour la première fois, des femmes revendiquèrent publiquement le droit de vote, l'égalité devant l'emploi et dans l'enseignement et la non discrimination devant la loi. Deux d'entre elles, Lucretia Mott et Elizabeth Stanton, organisèrent à cet effet une Convention des droits des femmes américaines, à Seneca Falls dans l'Etat de New York. La presse se saisit de l'aubaine et tourna les déléguées en ridicule, allant jusqu'à les traiter de « bandes d'excitées et de visionnaires hystériques ».

En 1866, Elizabeth Stanton défraya une nouvelle fois les chroniques en devenant la première femme à briguer un siège au

Congrès des Etats-Unis : elle ne recueillit que 24 voix... Une autre expérience fut tentée en 1872 avec la candidature de Victoria Woodhull, une femme d'agent de change, à la Présidence des Etats-Unis. Le résultat ne fut pas particulièrement surprenant : elle n'obtint qu'une seule voix dont on s'empessa de dire, en se raillant, qu'elle était celle de son mari.

Ségrégationniste et phalocratique

Ainsi, il fallut attendre le milieu du XIX^e siècle pour voir se développer de nombreuses campagnes - 900 entre 1868 et 1920 - en faveur de l'attribution de certains droits civiques aux femmes américaines. Signe des temps, les premières campagnes en faveur des droits civiques pour les femmes se déroulèrent en même temps que la campagne en faveur de l'abolition de l'esclavage des noirs.

Car l'Amérique ségrégationniste était aussi puritaine et bien entendu, profondément phalocratique. Peu de temps avant la fondation des Etats-Unis, la danse était considérée comme un péché dans les colonies du Nord-est tandis que, dans le Sud, on ne l'enseignait qu'à titre d'« art d'agrément » « destiné à plaire aux futurs maris ». Même dans les milieux les plus évolués, les femmes ne recevaient qu'un minimum d'éducation, se bornant généralement à quelques notions d'écriture et d'arithmétique. Une jeune-fille se mariait-elle ? Elle était tenue pour

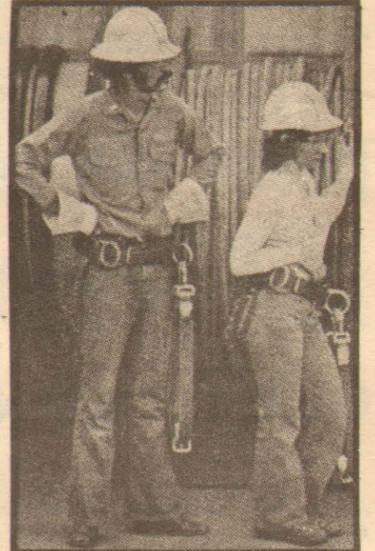
morte aux yeux de la loi et tous ses biens et propriétés devenaient possession du mari, lequel avait en outre le droit de la battre en cas de mauvaise conduite. Une règle qui, cependant, n'était pas commune à tous les Etats puisque, dans le Massachusetts, ce rôle était le plus souvent confié à l'Eglise qui, pour sa punition, pouvait attacher la « pêcheuse » à une drisse et la plonger dans la rivière du village en présence de tous ses habitants. Un spectacle très édifiant pour les femmes et particulièrement réjouissant pour les hommes !

A mi-chemin entre l'homme et l'esclave

Petit à petit, les femmes firent leur entrée dans la vie économique où le capitalisme américain naissant leur laissa une place qui les situait à peu près à mi-chemin entre l'homme et l'esclave noir. « Trente femmes, écrivait un patron, font actuellement l'ouvrage auparavant exécuté par soixante hommes, en outre, elles sont plus habiles de leurs mains et plus dociles. » Les préjugés défavorables ne manquaient pas à l'encontre des travailleuses : les pensions de famille refusaient de loger les travailleuses célibataires, souvent considérées comme des femmes « perdues », on les accusait de « voler les emplois des hommes » même lorsqu'il s'agissait d'une tâche si mal rémunérée qu'aucun homme n'en aurait voulu.

Il fallut attendre la victoire des Etats du Nord, au cours de la guerre de Sécession, pour voir cette situation évoluer. Pour les mêmes raisons qui les avaient poussés à libérer les noirs de l'esclavage, les capitalistes américains, dominés par les Etats industriels du Nord, favorisèrent l'intégration des femmes dans la vie économique où elles constituèrent une main d'œuvre à bon marché qui participa, à l'âge d'or de la révolution industrielle, à faire des Etats-Unis la première puissance économique mondiale.

Si bien qu'en cinquante ans, le nombre des femmes exerçant une profession passa de 1,7 million en 1870 à plus de 8 millions en 1920.



Dans un supplément de dix pages, consacré au bicentenaire des Etats-Unis, le Monde du 16 et 17 mai ne consacre que quelques lignes (douze au total) à la femme américaine. Il s'agit d'un extrait d'une lettre d'Abigail Adams à son mari, John Adams, signataire de la déclaration d'indépendance et deuxième Président des Etats-Unis. Mais Le Monde oublie de dire à ses lecteurs quelle fut la réponse de son « tendre époux ». Voici, en même temps que la lettre d'Abigail Adams, celle de son mari.

Abigail Adams à John Adams

« *J'ai grand'hâte d'apprendre que vous avez déclaré l'indépendance ; à ce propos, dans le nouveau code des lois qu'il vous faudra faire je suppose, je souhaite que vous n'oubliez pas les femmes et que vous soyez plus généreux et mieux intentionné à leur égard que ne le furent vos ancêtres. Ne placez pas entre les mains des maris un pouvoir aussi illimité. Souvenez-vous que tous les hommes seraient des tyrans s'ils le pouvaient. Si les femmes ne font l'objet du souci et de l'attention les plus extrêmes nous sommes décidées à fomenter une révolte et nous ne nous considérerions point tenues à respecter des lois élaborées sans nos voix ou notre représentation.* »

John Adams à Abigail Adams

Je n'ai pu me retenir de rire à la lecture de votre extraordinaire Code des Lois. On nous a rapporté que les liens du gouvernement s'étaient partout relâchés à la suite de notre combat : que les enfants et les apprentis étaient insubordonnés, que les écoles et collèges s'abandonnaient à l'indiscipline, que les Indiens n'avaient plus aucun égard pour leurs protecteurs, que les Nègres devenaient insolents envers leurs maîtres. Mais votre lettre m'a donné à entendre qu'une nouvelle tribu, plus nombreuse et plus puissante que les autres, se laissait aller à un mécontentement grandissant. Croyez-le, nous, les hommes, sommes trop avisés pour abroger les systèmes

que nous avons établis. Mais vous savez que, tout en demeurant en vigueur, ces systèmes n'ont guère qu'une valeur théorique. Nous n'osons pas exercer totalement notre pouvoir ; nous sommes tenus d'user de douceur et d'équité, et vous savez qu'en pratique nous sommes vos sujets. De Maîtres nous n'avons que le nom et, plutôt que d'y renoncer, ce qui reviendrait à une abdication complète devant la Dictature du Japon, je suis convaincu que le général Washington et tous nos héros n'hésiteraient pas à se battre, et que tout homme politique de valeur complèterait... comme il le ferait pour s'opposer au Despotisme, à l'Empire, à la Monarchie, à l'Aristocratie, à l'Oligarchie ou à l'Ochlocratie.

La campagne pour l'amendement

Pendant cinquante ans démocrates et républicains se sont entendus pour repousser le 27^e amendement à la Constitution des Etats-Unis : l'« Equal right amendment » (ERA). Finalement le développement du mouvement féministe a forcé le Congrès à l'approuver, avec une écrasante majorité le 22 mars 1972. Mais celui-ci n'est pas définitivement adopté pour autant. Il faut en effet que le texte soit entériné par les assemblées législatives d'au moins 38 Etats, sur les 50 que compte la fédération des Etats-Unis. 34 l'ont déjà fait et il faut obtenir que 4 autres le fassent avant 1979, date au-delà de laquelle l'amendement serait considéré comme repoussé.

Les adversaires du projet, aux nombres desquels on peut dénombrer une nouvelle fois toutes les composantes de l'extrême droite américaine (John Birch Society, les Jeunes américains pour la liberté, le mouvement ségrégationniste ROAR qui milite contre le « busing », le Klu-klux klan, l'église mormone et la hiérarchie catholique et, bien entendu, les partisans du mouvement « Laissez les vivre », ainsi — et c'est plus surprenant — que le Parti communiste américain, ont remporté ces derniers temps un succès spectaculaire dans deux Etats importants : ceux de New-York et du New-Jersey où les électrices et les électeurs ont, au cours d'un référendum, désapprouvé à une forte majorité ceux de leurs députés qui avaient voté l'amendement. Deux autres Etats, le Nebraska et le Tennessee, ont

décidé de revenir sur leur vote initial et de s'opposer à la ratification.

Mais le 27^e amendement est soutenu par plus de 75 organisations nationales (au nombre desquelles le Socialist worker party — organisation trotskyste américaine — mène une campagne très active) ainsi que par la puissante centrale syndicale AFL-CIO (21 millions de membres) et les deux partis démocrates et républicains.

Pourtant, les positions des candidats à la présidence des Etats-Unis sont loin de refléter cette glorieuse unanimité.

Un exemple très significatif : parmi tous les candidats à la présidence des Etats-Unis, au nombre d'une vingtaine aujourd'hui (si l'on compte tous les candidats démocrates ayant abandonné en cours de route), il n'y a qu'une seule femme - Ellen Mc Cormack — exception faite, cependant, de la candidature à la vice-présidence de Willie Mac Reid présentée par le Socialist worker party. Mais cette candidate est présentée par... le « Comité national pour le droit à la vie », qui compte plusieurs millions d'adhérents et est déjà parvenu à recueillir 4 % des voix au cours des élections primaires démocrates du Massachusetts et 9 % dans le Vermont... Inconditionnelle, Ellen Mc Cormack affirme que même le viol, « une chose terrible en soi, ne justifie pas l'avortement. Vous ne pouvez effacer le souvenir de la violence faite à la femme par un acte de violence contre l'enfant ». Objectif ultime du mouve-

ment et de sa candidate : faire annuler les décrets de la Cour suprême de 1973 légalisant les interruptions de grossesse et faire voter un amendement constitutionnel, rendant l'avortement illégal dans tous les pays. Là aussi les candidats à l'investiture, qu'ils soient démocrates ou républicains, se sont clairement exprimés et le plus souvent en faveur de l'interdiction. Telle est du moins la position adoptée par Ronald Reagan, « le droit de vivre appartient à tous les êtres humains, qu'ils soient nés ou à naître » George Wallace (qui a pris très clairement position en faveur de l'amendement constitutionnel) et Jimmy Carter, tandis que Gerald Ford adoptait lui une position un peu plus nuancée.

Un sondage réalisé au printemps dernier montre cependant qu'une majorité de femmes (57 %) et d'hommes (63 %) sont favorables à l'adoption de l'equal right amendment. Pourtant la lutte est loin d'être terminée. Les Etats qui ne se sont pas encore exprimés sont aujourd'hui l'enjeu d'une lutte acharnée d'autant plus importante qu'elle cristallise (par les recoupements et les affrontements idéologiques qui s'opèrent : avortement, busing, sexualité, législation du travail) une grande partie des oppositions. Cette opposition frise parfois le ridicule, témoin cet homme affublé d'un soutien gorge et regardant passer une manifestation pro-ERA à New-York qui criait : « Si vous n'en portez pas moi j'en porterai un ».

Julien Tonnac